

La Corée du Sud et Taïwan à la recherche d'un second souffle économique

**Philippe Aroyo,
Thierry Schwob,**

Chargés d'études au département des diagnostics de l'OFCE

Depuis plus de vingt ans les exportations et les importations de la Corée du Sud et de Taïwan ont progressé très rapidement. Leurs parts dans le produit intérieur brut se sont considérablement accrues. L'effet direct positif des exportations sur la croissance économique n'a dépassé l'effet négatif des importations que depuis le milieu des années soixante-dix à Taïwan et le début de la décennie quatre-vingt en Corée du Sud. Plus de 50 % de leurs transactions extérieures de biens et services sont réalisées avec les Etats-Unis et le Japon. Cela rend les économies de la Corée du Sud et de Taïwan très vulnérables aux fluctuations de l'économie internationale. Le ralentissement de la croissance des importations mondiales en 1985 a freiné la croissance de leur PIB.

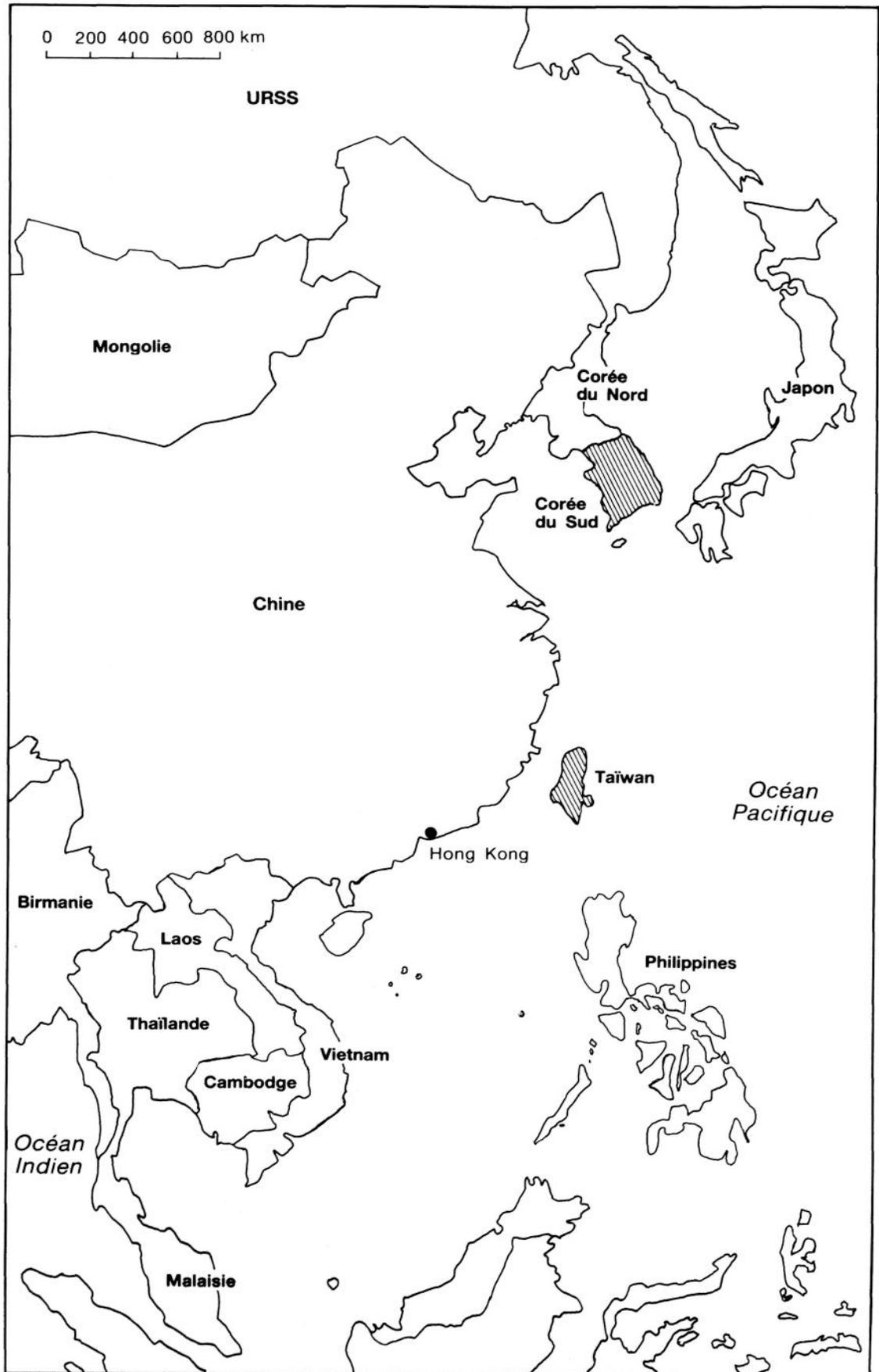
L'Etat joue dans les deux pays un grand rôle dans la prise des décisions économiques. La Corée du Sud a développé un tissu industriel de grands groupes en recourant aux marchés internationaux de capitaux. Taïwan a davantage eu recours à une industrie de petites et moyennes entreprises, principalement financée par l'épargne intérieure.

L'amélioration du niveau de vie a été le principal facteur de la croissance. En Corée du Sud la progression des gains de productivité reste supérieure à celle des salaires réels, tandis qu'à Taïwan ce mouvement s'est inversé au début de la décennie soixante-dix.

Ces économies, qui reposaient initialement sur une forte utilisation d'une main-d'œuvre abondante et bon marché, s'orientent progressivement vers des productions à plus forte valeur ajoutée.

Dans les deux prochaines années ces économies risquent d'être confrontées à un ralentissement de la demande extérieure qui leur est adressée, ce qui serait ressenti plus durement à Taïwan, où la croissance de la consommation intérieure est moindre. A plus long terme une transformation de l'appareil de production de ces deux économies et une plus grande diversification géographique de leurs échanges seront nécessaires face à la concurrence, de plus en plus forte, des autres pays d'Asie.

L'Asie du Sud-Est



La réflexion économique sur l'environnement international de la France a profondément évolué au cours des dernières années. Jadis centrée principalement sur des marchés avec lesquels la France commerçait directement, l'analyse plus récente a élargi son champ d'études à des économies étrangères plus lointaines susceptibles de modifier la configuration de l'activité économique internationale.

L'attention s'est ainsi progressivement détournée de la zone atlantique pour se porter vers le bassin pacifique. Outre la place prise par le Japon dans les relations économiques internationales, d'autres pôles de croissance se sont développés sur le continent asiatique. Les résultats les plus spectaculaires ont été enregistrés par la Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour et Taïwan, que l'on regroupe généralement sous le terme de Nouveaux pays industrialisés (NPI).

Au-delà de leur caractère commun, à savoir une forte croissance et une production extravertie, une hétérogénéité de situations prévaut à l'intérieur de ce groupe. Les économies de la Corée du Sud et de Taïwan à secteur industriel puissant se distinguent des micro-économies de Hong-Kong et de Singapour, où le secteur tertiaire joue un rôle prépondérant.

La Corée du Sud et Taïwan ont, à quelques années de distance près, suivi une politique de développement assez semblable. L'une et l'autre se trouvent actuellement confrontées au ralentissement de la demande internationale et à la nécessité d'une transformation de leurs industries.

Bien que leurs relations commerciales avec l'Europe soient encore minimes, les caractères et les perspectives de ces deux pays nous importent, non seulement en tant que clients potentiels, mais aussi parce que leurs spécialisations en cours retentiront sur les économies japonaise et américaine, auxquelles ils sont étroitement liés, et feront surgir des concurrences sur les marchés du Tiers-Monde.

Nous examinerons d'abord la place croissante de l'un et l'autre pays dans le commerce international. Puis nous étudierons successivement l'économie de la Corée et celle de Taïwan, en recherchant dans l'histoire des transformations structurelles de chacune d'elles des éléments de réflexion pour quiconque s'intéresse à leur avenir en tant que partenaire ou rival.

1. Que sont ces deux Etats

Corée du Sud

La République de Corée ou Corée du Sud couvre la partie sud de la péninsule coréenne et d'innombrables îles dont la principale est Cheju (1 100 km²). Sa superficie est de 99 015 km². Elle est baignée par la mer jaune à l'ouest, la mer du Japon à l'est et la mer de Chine orientale au sud. Le détroit de Corée la sépare des îles japonaises et le 38^e parallèle marque sa frontière nord avec la République populaire démocratique de Corée ou Corée du Nord.

Le relief montagneux laisse peu de place aux terres cultivables, qui ne constituent que le quart de la superficie totale. La République de Corée compte plus de 40 millions d'habitants, soit une densité de près de 410 habitants au km². Le revenu annuel par tête y a atteint 2 000 dollars US par habitant. La population des moins de 15 ans en constitue 33 %, celle des plus de 65 ans 4 %. Ces proportions sont respectivement de 21 % et 11 % au Japon et de 21,5 % et 13 % en France. Les Coréens du sud restent toujours attachés aux valeurs confucéennes. Les religions bouddhistes et chrétiennes (surtout protestante) comptent ensemble plus de 20 millions de fidèles.

Soucieuse de son autonomie, la Corée, que l'on qualifiait d'Etat ermite, n'a longtemps entretenu que peu de relations avec l'étranger, hormis la Chine qui, tant sur le plan politique que culturel, y a exercé une influence prépondérante. Le Japon a mis fin à cette situation en occupant la Corée puis en l'annexant en 1910. A la fin de la seconde guerre mondiale elle fut libérée dans sa partie nord par l'URSS et dans sa partie sud par les Etats-Unis, rendant le partage du pays inévitable. En juin 1950 la Corée du Nord, supérieure militairement, envahit la Corée du Sud, qui, aidée par les Etats-Unis, repoussa l'envahisseur jusqu'au 38^e parallèle. L'armistice fut signée en 1953 à Panmujan.

La République de Corée vit sous un régime présidentiel. Le président est élu pour sept ans par le Conseil national pour l'unification. L'Assemblée nationale a le pouvoir législatif. Le président actuel est le général Chun Doo Hwan, qui a succédé au général Park Chung Hee assassiné en octobre 1979.

La vie politique se cristallise autour de deux partis. Le Parti de la Justice et de la Démocratie (DJP) soutient le président et ses options : réalisation des plans économiques au sein d'une économie libérale et réunification du pays. Le Parti Démocratique Coréen (KDP) est le plus grand parti d'opposition ; sa principale revendication concerne le retour à la démocratie.

Désireuse d'être admise à l'OCDE, la Corée du Sud s'efforce depuis quelques années d'améliorer son image à l'étranger. Les relations avec les Etats-Unis et le Japon se sont intensifiées. Les conflits entre l'Eglise et l'Etat ont été atténués lors de la visite papale de 1984. Un certain

nouvellement industrialisés ?

assouplissement du régime s'est manifesté par l'amnistie de bon nombre de prisonniers politiques et d'élections libres en 1985. Un processus de normalisation des relations avec la Corée du Nord a été engagé.

Taiwan

Le territoire taiwanais comprend plusieurs îles, parmi lesquelles celle de Taïwan est la principale. Elle est située à 150 kilomètres de la côte de la République populaire de Chine, à près de 500 kilomètres de Shanghaï et de Hong-Kong et à 1 000 kilomètres au sud-ouest du Japon. La superficie de Taïwan est de 36 000 km², comparable à celle de la Suisse ou du Danemark. C'est un pays montagneux, où les terres arables ne couvrent que 25 % du territoire et les forêts 55 %. Les terres fertiles sont, pour la plupart, dans la partie occidentale de l'île. De nombreuses rivières, courtes et non navigables, fournissent des ressources pour l'irrigation et la production d'énergie hydraulique. La population approche les 20 millions, soit une densité de 530 habitants par kilomètre carré. Les moins de 15 ans en forment 30 %, les plus de 65 ans 5 %. Le revenu annuel par tête a dépassé 3 000 dollars américains, ce qui est l'un des niveaux les plus élevés parmi les PVD non pétroliers.

La restitution de Taïwan à la Chine devint effective en août 1945, après la capitulation des Japonais qui occupaient le territoire depuis la fin du XIX^e siècle. Les forces américaines permirent aux troupes du Kuomintang, le parti nationaliste chinois, de débarquer et de prendre possession de l'île. Lorsque le parti communiste prit le pouvoir en Chine continentale en 1949, Tchiang Kai-Chek, vaincu, se réfugia à Taïwan et y bénéficia du soutien américain.

L'autoritarisme est le caractère essentiel de la vie politique de cette république de type présidentiel. La constitution adoptée le 25 décembre 1946 prévoit un président, une Assemblée nationale et cinq branches gouvernementales — « les Yuans » — qui se partagent les fonctions exécutives, législatives, judiciaires, de contrôle et de surveillance et s'appuient sur le Kuomintang, seul parti officiellement autorisé. Le président et le vice-président sont élus par l'Assemblée nationale. Le généralissime Tchiang Kai-Chek cumulait les fonctions dirigeantes de l'État, du parti et de l'armée. Tsiang King Kuo, l'un de ses fils, lui a succédé et, le 21 mars 1984, a été réélu pour un mandat de six ans.

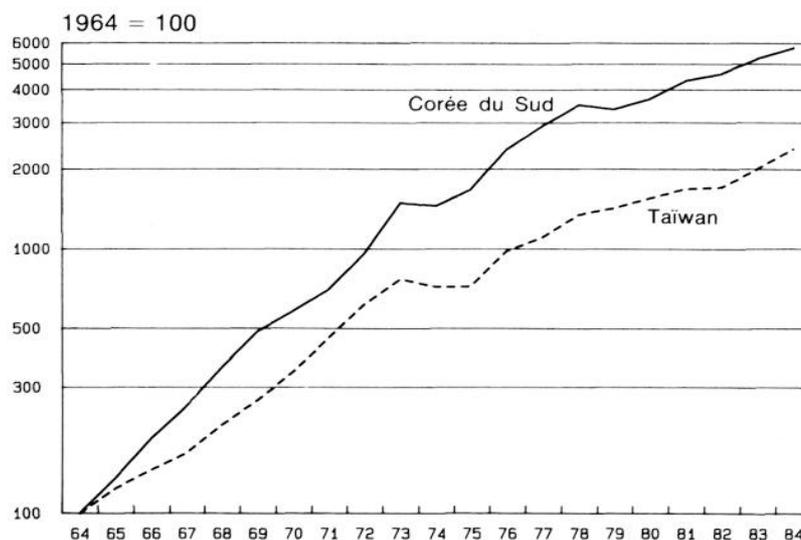
Taiwan n'est plus membre de l'ONU depuis 1971, date à laquelle la République populaire de Chine y est entrée, et a également quitté le FMI en 1980. La tension qui persiste entre les deux Chines depuis 1949 empêche Taïwan d'entretenir des relations diplomatiques formelles avec la plupart des États du monde. L'administration de Pékin considère toujours que Taïwan n'est que l'une des 22 provinces de la République Populaire de Chine.

L'insertion de la Corée du Sud et de Taïwan dans l'économie mondiale

Depuis plus de vingt ans, les exportations de la Corée du Sud et de Taïwan ont progressé très rapidement...

Dès la seconde moitié des années cinquante à Taïwan, au début des années soixante en Corée du Sud des mesures furent prises pour relancer l'activité économique en favorisant les exportations. Celles-ci se sont alors accrues très rapidement : de 1964 à 1984 le volume de celles de la Corée du Sud a été multiplié par près de 60, de Taïwan par 25. Les profils sont très voisins : très forte croissance jusqu'au premier choc pétrolier, pause pendant deux années, et reprise des exportations, à un rythme un peu plus lent.

1. Croissance des exportations en volume

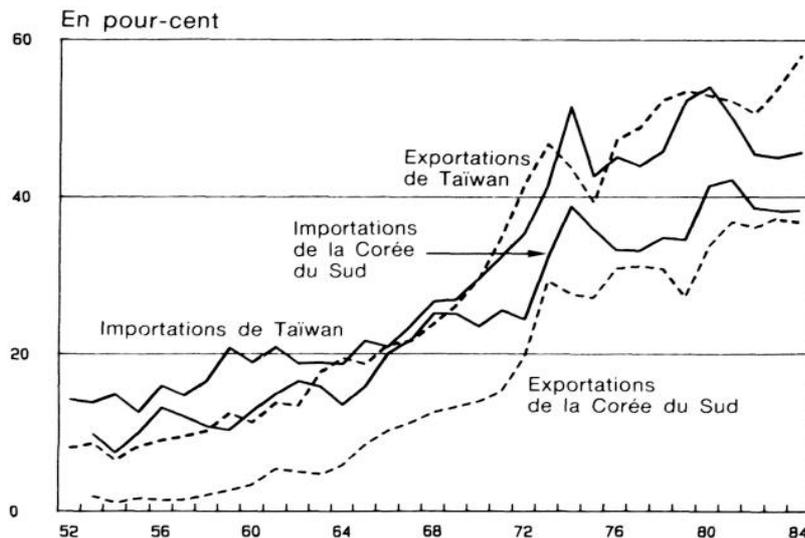


Sources : Banque de Corée. CEPD.

La part des exportations dans le produit intérieur brut s'est considérablement accrue pour les deux pays. En Corée du Sud elle est passée de 2 % dans les années 1950 à plus du tiers depuis 1980. A Taïwan, partant d'un niveau supérieur, proche de 10 %, elle a dépassé la moitié dès 1978 et atteint 58 % en 1984.

La part des importations dans le PIB a elle aussi considérablement progressé, en raison des besoins d'équipements et de biens intermédiaires résultant du mode de croissance adopté. En Corée du Sud le

déficit commercial a persisté, mais s'est réduit en pourcentage du PIB. Taïwan a équilibré ses échanges en 1964, puis progressivement dégagé un excédent depuis 1970, à l'exception des années perturbées par les deux chocs pétroliers.



2. Exportations et importations rapportées au PIB

Sources : Economic planning Board. DGBAS.

La répartition des ressources économiques entre les différents emplois s'est très sensiblement modifiée au cours du temps (tableau 1). Un effort d'importation et d'investissement a conduit à de fortes progressions des exportations. Les flux commerciaux ont pris des parts de plus en plus grandes dans la croissance du PIB.

1. Répartition de la croissance économique entre les différents emplois

En pour-cent

Période ⁽¹⁾	Consommation privée + publique		FBCF + variations de stocks		Exportations		Imports		PIB	
	Corée	Taiwan	Corée	Taiwan	Corée	Taiwan	Corée	Taiwan	Corée ⁽²⁾	Taiwan
1960-1964 ...	+ 3,9	+ 6,6	+ 1,5	+ 1,9	+ 0,6	+ 2,1	- 0,7	- 2,1	+ 5,5	+ 8,5
1965-1969 ...	+ 7,3	+ 7,4	+ 6,0	+ 3,3	+ 2,8	+ 3,9	- 5,8	- 4,9	+ 9,7	+ 9,7
1970-1974 ...	+ 6,8	+ 6,0	+ 2,7	+ 5,3	+ 3,6	+ 6,8	- 4,1	- 7,9	+ 8,5	+ 10,2
1975-1979 ...	+ 5,9	+ 6,3	+ 5,1	+ 2,1	+ 4,6	+ 6,7	- 5,9	- 5,1	+ 9,7	+ 10,0
1980-1984 ...	+ 2,8	+ 3,8	- 0,4	0	+ 3,9	+ 5,7	- 1,6	- 2,7	+ 5,2	+ 6,8

Sources : Comptes nationaux. Banque de Corée ; DGBAS.

(1) Les périodes ont été calculées en faisant la moyenne géométrique des résultats annuels.

(2) La différence entre la somme des emplois et la progression du PIB est due à un poste « erreurs statistiques ».

Dans les deux pays, les Pouvoirs publics ont largement contribué à ce développement du commerce extérieur. La Corée du Sud s'est dotée d'institutions (encadré 2) dont le rôle dans la promotion du commerce s'est progressivement intensifié. A Taïwan, malgré les efforts du gouver-

nement pour mettre en place des sociétés commerciales, le commerce extérieur reste pour plus de la moitié contrôlé par les *Sogo-shoshas* japonaises. Aussi, en dépit de la très forte progression de la part des exportations dans le produit intérieur brut, les industriels taïwanais se plaignent de manquer d'information sur les marchés étrangers.

2. Les institutions et leur rôle dans la promotion du commerce. Le cas coréen ⁽¹⁾

● *La KOTRA* (société pour la promotion du commerce coréen), créée en 1962, est un organisme à but non lucratif, financé par les Pouvoirs publics et chargé de faciliter la promotion des exportations. Après une action d'informations au début des années 1960, qui a consisté à faire prendre conscience à la population des bienfaits de l'exportation, le rôle de la KOTRA s'est élargi avec la création d'un centre d'information sur le commerce et d'un département de la recherche sur les produits. Elle a aussi porté ses efforts sur les expositions et a multiplié ses bureaux à l'étranger (40 en 1970 et près de 100 en 1984).

● *La KTA* (association des négociants coréens) est un organisme privé, qui regroupe tous les exportateurs et importateurs recensés. Fondée en 1946 la KTA a pour fonctions d'envoyer à l'étranger des missions commerciales chargées de prospecter les marchés potentiels et de valoriser les exportations sur les marchés existants. La KTA a ouvert trois bureaux en Corée et quatre à l'étranger (New York, Tokyo, Hong-Kong et Düsseldorf) et coiffe un certain nombre d'organismes tels que le centre coréen des expositions, la société Korea Trading International et le journal Korea Herald.

● *La KCCI* (Chambre coréenne de commerce et d'industrie) est un organisme à statut législatif spécial, qui regroupe à l'échelon national, les entrepreneurs et hommes d'affaires du pays. Fondée à la fin du siècle dernier, elle a pour principales fonctions de promouvoir la coopération économique internationale, d'organiser des missions, d'échanger des informations avec les chambres de commerce étrangères, de délivrer des certificats commerciaux et de promouvoir les investissements étrangers en Corée.

● *Les grandes sociétés commerciales* se sont inspirées des *Sogo-shoshas* nippones. Elles bénéficient de facilités pour créer à l'étranger des succursales ou des sociétés locales, de prêts bancaires à taux préférentiels, mais, en contrepartie, elles sont tenues d'atteindre certains objectifs, notamment en matière de volumes exportés. L'existence de ces sociétés a permis à la Corée de ne plus limiter ses échanges à ses partenaires commerciaux traditionnels et de prendre pied sur de nouveaux marchés. La gamme des produits qu'elles offrent s'est considérablement élargie.

(1) Cf. la publication du Centre du commerce international CNUCED-GATT : « Les succès de la République de Corée en matière d'exportations 1961-1982 ». Genève 1984.

Exportations des grandes compagnies coréennes en 1983

	Total	Japon	Etats-Unis
Exportations totales (A) en milliards de dollars	24,5	3,4	8,3
Exportations des grandes compagnies (B) en milliards de dollars	12,2	0,9	2,6
(B) / (A) en pourcentage	49,8	26,5	31,3

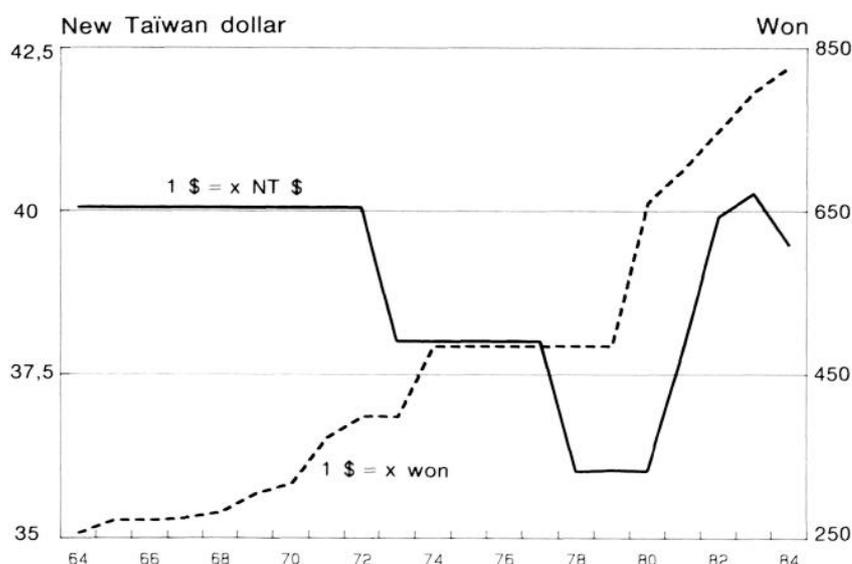
Source : Korea Traders Association.

• *Les autres institutions.* Les vingt-deux associations d'exportateurs ont pour fonction de conseiller le ministère du Commerce et de l'industrie quant à l'opportunité d'approuver l'importation de certaines matières premières, de délivrer les licences d'exportations... L'association coréenne des agents commerciaux, qui regroupe près de 1 800 sociétés membres, a pour tâche de faciliter et d'encourager les opérations commerciales conformes à la politique gouvernementale. Elle enregistre et approuve les appels d'offres commerciaux, assure la liaison avec les services gouvernementaux et cherche à diversifier les marchés d'importations. La Banque import-export, créée en 1969, est chargée d'accorder des crédits à moyen et long terme pour les opérations d'exportation et d'importation, d'investir dans les pays étrangers et d'accroître les ressources dont le pays dispose à l'extérieur. En outre elle garantit le remboursement des prêts et les assurances à l'exportation contractées par les entreprises coréennes.

... que leur monnaie se soit dépréciée ou non

La monnaie coréenne (won) a été fréquemment dévaluée. En vingt ans, de 1964 à 1984, le won a perdu 69 % de sa valeur en dollar. C'est seulement de 1974 à 1979 qu'il a été stable au cours de 434 won pour 1 dollar. Mais la Corée n'a pas réussi à en tirer grand avantage en raison de la faible élasticité au prix de bon nombre d'importations, en particulier celles concernant les matières premières, le pétrole et les biens d'équipement. Et les modifications successives du taux de change, outre leur effet inflationniste, ont déséquilibré la répartition des revenus entre les secteurs travaillant pour l'exportation et ceux travaillant pour le marché intérieur.

Le taux de change du « New Taiwan dollar » (NT\$) a peu varié sur la période. Parfaitement stable à 40 NT \$ pour 1 dollar jusqu'en 1972, il s'est ensuite légèrement revalorisé atteignant le cours de 36 NT \$ en 1980, mais depuis 1983 il s'est retrouvé autour de 40 NT \$. Les prix à l'exportation ont progressé lentement ce qui a permis à Taiwan d'ancrer ses positions ou de conquérir de nouveaux marchés.



Sources : Economic planning board. DGBAS.

La composition des commerces extérieurs s'est modifiée...

Alors qu'en Corée (tableau 2), en 1970 les exportations de vêtements venaient en tête, elles sont en 1983 au deuxième rang derrière celles de biens d'équipement et de transport. Les exportations de pétrole et de matières premières régressent du deuxième rang au neuvième, tandis que celles de machines électriques et électroniques s'avancent du sixième au troisième. A Taïwan (tableau 3), entre 1970 et 1983 les exportations d'aliments régressent du premier rang au cinquième, celles des machines électriques et électroniques montent du quatrième au premier rang. Ainsi dans les deux pays les exportations de biens manufacturés de technicité relativement haute l'emportent sur celles des produits peu élaborés ou d'industries de main-d'œuvre.

Une étude de la Banque de Corée en 1984 compare la spécialisation relative à l'exportation de la Corée du Sud, du Japon et de Taïwan sur la période 1977-1983. La part des exportations de produits de l'industrie légère dans les exportations totales de ces trois pays a baissé. La concurrence des pays en voie de développement, et en particulier des autres pays d'Asie, y est de plus en plus vive.

La part de l'habillement et des produits métalliques dans les exportations de la Corée du Sud prime celles du Japon et de Taïwan. En revanche Taïwan maintient une bonne spécialisation relative à l'exportation des chaussures et des articles de voyages, tandis que le Japon reste dominant dans les biens électriques et électroniques, les machines et la sidérurgie. Toutefois, pour cette dernière branche, la spécialisation à l'exportation du Japon s'atténue progressivement, tandis que celle de la Corée du Sud devient de plus en plus nette.

Bien que plus grande que celle de la Corée du Sud, la spécialisation relative à l'exportation de Taïwan dans les machines et les biens électriques et électroniques s'est légèrement affaiblie en raison d'une orientation délibérée vers les biens de consommation grands publics.

2. Composition des exportations coréennes

En pour-cent

	1970	1975	1980	1983
1	Vêtements (25,6)	Vêtements (22,6)	Vêtements (16,8)	Equipements de transport (17,1)
2	Pétrole et matières premières (13,0)	Aliments (13,2)	Textile (12,6)	Vêtements (15,2)
3	Produits du bois (11,2)	Textile (12,8)	Machines électriques et électroniques (10,9)	Machines électriques et électroniques (12,1)
4	Textile (10,2)	Machines électriques et électroniques (8,7)	Fer et acier (9,4)	Textile (9,9)
5	Aliments (7,9)	Pétrole et matières premières (5,1)	Aliments (7,3)	Fer et acier (7,5)
6	Machines électriques et électroniques (5,3)	Fer et acier (4,6)	Equipements de transport (6,6)	Produits métalliques (5,8)
7	Fibres textiles et résidus (5,1)	Produits du bois (4,5)	Chaussures (5,0)	Chaussures (5,1)
8	Chaussures (3,2)	Chaussures (3,8)	Produits chimiques (4,5)	Aliments (5,0)
9	Fer et acier (2,1)	Equipements de transport (3,6)	Produits métalliques (4,3)	Pétrole et matières premières (3,4)
10	Produits métalliques (1,5)	Produits métalliques (2,4)	Caoutchouc (2,9)	Produits chimiques (3,1)
Sous-total ..	(85,1)	(81,3)	(80,3)	(84,2)

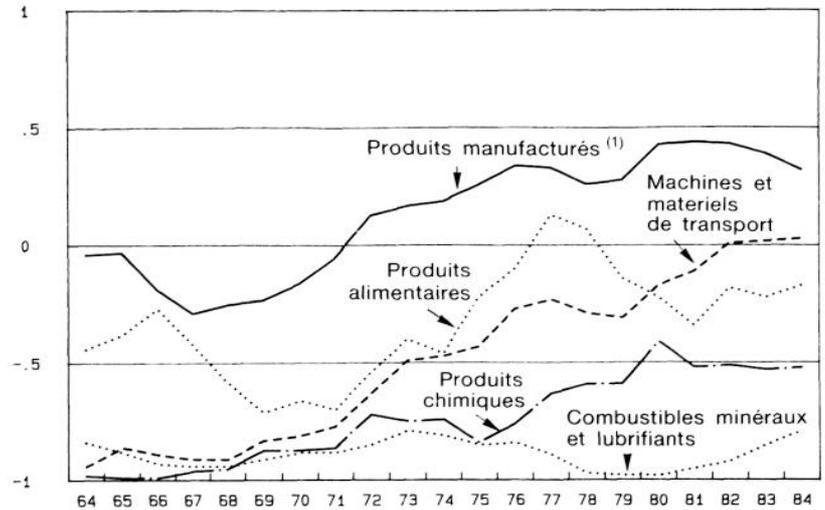
3. Composition des exportations taiwanaises

En pour-cent

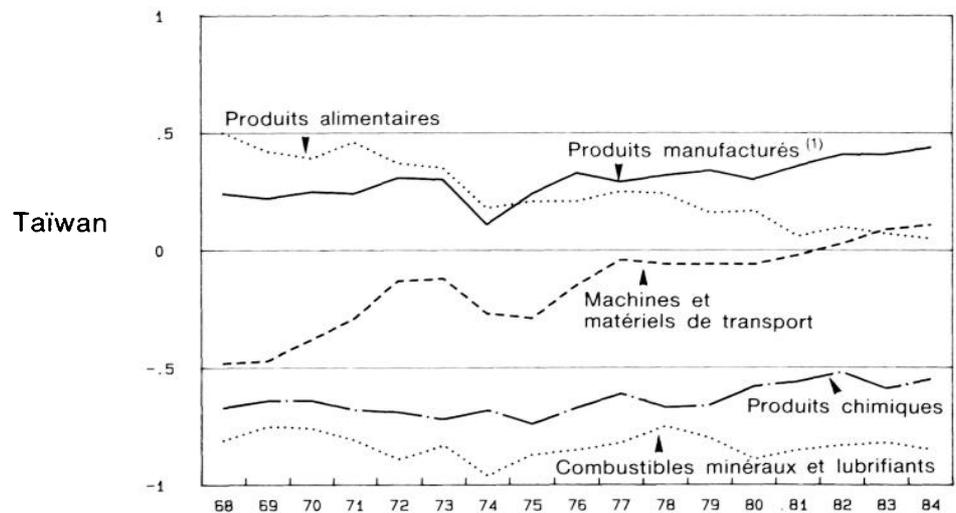
	1970	1975	1980	1983
1	Aliments (20,3)	Vêtements (16,7)	Machines électriques et électroniques (17,5)	Machines électriques et électroniques (18,2)
2	Vêtements (14,3)	Aliments (15,6)	Vêtements (12,2)	Vêtements (11,9)
3	Textile (13,3)	Machines électriques et électroniques (13,2)	Textile (9,0)	Textile (7,3)
4	Machines électriques et électroniques (5,3)	Textile (12,2)	Aliments (8,6)	Chaussures (7,2)
5	Produits du bois (6,6)	Chaussures (5,8)	Chaussures (7,1)	Aliments (6,4)
6	Fer et acier (3,4)	Produits du bois (4,4)	Produits métalliques (4,2)	Produits métalliques (4,8)
7	Machines générales (3,3)	Machines générales (4,2)	Machines générales (4,1)	Machines générales (4,2)
8	Produits chimiques (2,3)	Produits métalliques (2,6)	Produits du bois (3,9)	Equipements de transport (3,8)
9	Chaussures (1,9)	Equipements de transport (2,1)	Articles de voyage (3,2)	Articles de voyage (3,2)
10	Produits métalliques (1,9)	Produits chimiques (1,9)	Equipements de transport (3,1)	Produits du bois (3,1)
Sous-total ..	(79,2)	(78,2)	(72,9)	(70,1)

Source : Banque de Corée. Quaterly Economic Review. Décembre 1984.

Les progrès du commerce extérieur des deux pays apparaissent aussi si l'on considère, par catégories de produit, les soldes commerciaux rapportés au volume des échanges de chacune des catégories.



Source : Douanes coréennes.



Source : DGBAS

(1) A l'exclusion des produits chimiques, des machines et des équipements de transport.

Au début des années soixante la Corée a des soldes déficitaires pour toutes les catégories de produits. Tous, à l'exception de celui des combustibles, se sont sensiblement améliorés. L'évolution est moins satisfaisante à Taïwan. Le solde des produits alimentaires s'y dégrade, tout en demeurant positif ; mais celui des machines et matériels de transport s'y améliore assez pour devenir positif.

En 1984 les soldes des deux commerces extérieurs sont assez semblables : excédent des produits manufacturés et des machines et matériels de transport, déficit des produits chimiques et des combustibles. Le solde des produits alimentaires est encore légèrement positif à Taïwan, il est quelque peu négatif en Corée.

... tandis que son orientation géographique reste concentrée

Le Japon s'est progressivement imposé comme l'économie dominante ⁽¹⁾ du bassin pacifique et comme l'une des toutes premières au niveau mondial. Sa proximité géographique a joué un rôle important dans la place prise par cette nation dans les relations commerciales de ces deux nouveaux pays industrialisés d'Asie, ainsi que son occupation de ces pays pendant la première moitié du siècle. Les infrastructures qui demeurèrent étaient japonaises. Les produits nippons se sont avérés parmi les mieux adaptés aux besoins technologiques et à la demande intérieure de la Corée du Sud et de Taïwan. Les Japonais proposent fréquemment une formation à l'utilisation de leurs matériels. Il est résulté de tout cela une dépendance de ces deux économies d'autant plus grande que l'extension de certaines capacités de production, leur modernisation ou plus simplement leur entretien et leur réparation posaient des problèmes de compatibilité que les équipements japonais étaient les plus à même de résoudre.

Les Etats-Unis ont avec les deux nouveaux pays industrialisés des liens politiques qui restent un élément prépondérant de leurs relations économiques. L'aide économique allouée, de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'au début des années soixante, sous la forme de dotations financières et en équipements, a créé une forte dépendance.

En 1965, 77 % des importations de la Corée du Sud et de Taïwan provenaient de leurs deux principaux fournisseurs et 60 % de leurs exportations allaient vers eux. En 1984 ces pourcentages sont encore de 50 et 52.

Vis-à-vis du Japon le déficit commercial atteignait en 1984 2,7 milliards de dollars pour la Corée du Sud, soit l'équivalent des trois quart de son déficit total et 3,1 pour Taïwan. Au contraire vis-à-vis des

4. Répartition géographique du commerce extérieur coréen

En pourcentage du total des échanges

	1965					1970				
	USA	Japon	Autres pays d'Asie	Europe	Autres	USA	Japon	Autres pays d'Asie	Europe	Autres
Exportations à destination de	35	25	24	12	4	47	28	10	9	6
Importations en provenance de . .	39	38	11	9	3	29	41	16	11	3
	1980					1984				
	USA	Japon	Autres pays d'Asie	Europe	Autres	USA	Japon	Autres pays d'Asie	Europe	Autres
Exportations à destination de	26	17	24	18	15	36	16	23	15	10
Importations en provenance de . .	22	26	32	8	12	25	25	26	10	14

Source : Douanes coréennes.

(1) Cf. « Le Japon à l'âge mûr ». Philippe Sigogne et Thierry Schwob dans *Observations et Diagnostics Economiques*, n° 12, juillet 1985.

5. Répartition géographique du commerce extérieur taiwanais

En pourcentage du total des échanges

	1965					1970				
	USA	Japon	Autres pays d'Asie	Europe	Autres	USA	Japon	Autres pays d'Asie	Europe	Autres
Exportations à destination de	22	31	30	10	7	38	15	25	10	12
Importations en provenance de ..	32	40	11	9	8	24	43	15	10	8
	1980					1984				
	USA	Japon	Autres pays d'Asie	Europe	Autres	USA	Japon	Autres pays d'Asie	Europe	Autres
Exportations à destination de	34	11	23	16	16	49	10	19	10	12
Importations en provenance de ..	24	27	31	9	9	23	29	26	11	11

Source : CEPD Taïwan.

Etats-Unis la Corée du Sud et Taïwan ont dégagé des excédents commerciaux, respectivement 4 et 8,5 milliards de dollars en 1984. La Corée qui n'avait eu de solde positif vis-à-vis des Etats-Unis qu'à partir de 1976 et jusqu'en 1978, en a retrouvé depuis 1982. L'excédent commercial taiwanais vis-à-vis des Etats-Unis est apparu dès 1968 et est en constante progression depuis lors. En 1984 Taïwan est devenu le troisième des pays excédentaires vis-à-vis des Etats-Unis avec 8 milliards de dollars d'excédent.

Face à cette trop forte concentration géographique de leurs relations commerciales, les deux gouvernements ont fait des efforts pour diversifier leurs échanges. Depuis 1970 parmi les fournisseurs le poids des autres pays d'Asie, qui incluent le Moyen-Orient, s'est accru sensiblement, mais cela traduit surtout l'effet du renchérissement du prix du pétrole. La part de l'Europe est restée proche de 10 % en valeur, ce qui dissimule une importance accrue en volume.

La réorientation des exportations apparaît plus nettement, bien qu'elle reste limitée. La place des Etats-Unis s'est trouvée exagérée par la conjoncture récente ; mais en tendance elle s'est réduite dans les exportations coréennes, et s'est stabilisée pour Taïwan. La part du Japon dans les exportations des deux pays a diminué, en raison de la difficulté croissante d'accéder à ce marché et aussi de l'inadéquation générale des produits à la demande nipponne. Vers les autres pays d'Asie la part des exportations coréennes est restée stable, tandis que celle de Taïwan a décliné de plus de 11 points de 1964 à 1984. Vers l'Europe la part des exportations des deux pays s'est contractée depuis 1980, après avoir progressé au cours de la décennie soixante-dix.

Au cours des quinze dernières années le problème de la pénétration des nouveaux pays industrialisés dans les marchés européens s'est constamment posé. Au regard des importations totales, l'accroissement de leurs parts de marché, bien que réel, demeure marginal. La Corée du

6. Parts de marché en valeur

En pour-cent

		1965	1970	1975	1980	1984
OCDE	Corée	0,1	0,3	0,7	0,8	1,4
	Taiwan	0,2	0,5	0,7	1,0	1,8
CEE	Corée	0,02	0,05	0,2	0,4	0,4
	Taiwan	0,06	0,1	0,3	0,4	0,5
USA	Corée	0,3	0,9	1,5	1,8	2,9
	Taiwan	0,4	1,4	2,0	2,9	4,5
Japon	Corée	0,5	1,2	2,3	2,1	3,1
	Taiwan	1,9	1,3	1,4	1,6	2,3
France	Corée	0,02	0,02	0,1	0,3	0,3
	Taiwan	0,02	0,03	0,1	0,3	0,4

Source : OCDE série A.

Sud et Taïwan fournissent moins de 1 % de l'approvisionnement de la CEE. Sur le marché français la part des deux a augmenté de plus de 15 % par an entre 1965 et 1984, mais ils ne fournissent encore que 0,7 % de nos importations. Quels que soient les efforts faits vers l'Europe, le renforcement des positions taïwanaises et coréennes dans l'OCDE s'est effectué surtout sur les marchés américains et japonais. Les parts de marché de la Corée du Sud et de Taïwan dans l'OCDE se sont accrues entre 1965 et 1984, de respectivement 0,1 à 1,4 % et 0,2 à 1,8 %. En 1984 aux Etats-Unis la part de marché de Taïwan atteint 4,5 %, tandis que celle de la Corée est de 2,9 %. La progression est très rapide puisqu'en 1980 ces parts n'étaient que de 2,9 et 1,8 %.

La principale difficulté de l'insertion des nouveaux pays industrialisés dans le commerce international tient au petit nombre de produits sur lesquels leur concurrence s'exerce. D'où l'extrême sensibilité des secteurs des économies occidentales qui sont atteints, principalement le textile, le cuir, l'habillement et la sidérurgie.

La dépendance de la Corée du Sud et de Taïwan à l'égard de leurs clients industrialisés reste en tout état de cause bien plus grande que la dépendance inverse, ce qui explique que, en dépit de leurs efforts, les gouvernements coréens et taïwanais n'aient pas abouti à une plus grande diversification géographique de leurs échanges. Cela accroît la vulnérabilité d'économies dont la croissance dépend de plus en plus du commerce international. Il leur est d'autant plus difficile de modifier la géographie de leur commerce que les investissements directs étrangers américains et japonais sont largement prépondérant. Or les firmes multinationales réalisent des échanges entre filiales et maisons mères qui concentrent les flux commerciaux. La réponse d'autres pays à des appels d'offres internationaux ne saurait modifier que ponctuellement cette situation.

Corée du Sud

Un développement extraverti par les Pouvoirs publics

La stratégie de développement adoptée par la Corée du Sud s'est parfaitement adaptée à la croissance économique mondiale des décennies soixante et soixante-dix. L'extraversion de la production et l'intervention de l'Etat lui ont permis de hisser son économie au-dessus des pays en voie de développement et de se rapprocher de celles des pays développés.

L'occupant japonais avait développé le secteur agricole

Vers 1900, contrairement à ce qu'il en était au Japon, déjà largement engagé dans une économie industrielle, l'économie coréenne était principalement constituée par son secteur agricole, où près de 85 % des ménages travaillaient. La productivité y était très faible, non seulement au regard des autres secteurs de l'économie, mais aussi en comparaison de celle de l'agriculture nippone. Les récoltes fournissaient près de 91 % de la production agricole totale entre 1910 et 1912 et 81 % entre 1934 et 1936, aux côtés des productions de viande et de soie.

La modification du régime de propriété au début de l'occupation japonaise, en 1910, avait entraîné la disparition des trois-quarts des propriétaires fonciers et la confiscation de près de 40 % des terres rizicoles. L'instauration d'un système de tenure éleva le nombre des cultivateurs à bail de 39 % de la population agricole en 1913, à 56 % en 1938. Elle incita à la production et l'exportation de biens agricoles, principalement de riz, vers le Japon. Une utilisation intensive d'engrais, combinée à celle, massive, de matériels agricoles nippons permirent à la population rurale de se familiariser très tôt avec les techniques modernes. La production rizicole augmenta, en moyenne de 2 % par an entre 1910 et 1935, tandis que les exportations de riz sur la même période progressaient de plus de 14 % l'an.

Les Japonais avaient favorisé, outre les secteurs industriels liés à l'agriculture, l'installation, à des fins militaires, d'industries extractives et de transformation des matières minérales. Une infrastructure de communications très dense, routes, chemins de fer, lignes électriques,

avait été installée. Durant la période 1936-1940 les exportations coréennes se composaient déjà à raison de 40 % de biens manufacturés.

Après la seconde guerre mondiale, une industrialisation pour le marché intérieur

En 1945, à l'issue de la deuxième guerre mondiale, la division du territoire en deux Etats, au nord du 38^e parallèle la « République populaire démocratique de Corée » sous la tutelle de l'URSS, au sud la « République de Corée », sous la tutelle des Etats-Unis avait provoqué un sévère désordre économique, tandis que l'économie coréenne devait faire face à la perte du vaste marché japonais et au vide économique laissé par le rapatriement de capitaux et des cadres.

L'antagonisme entre le nord et le sud alla croissant. Il atteignit son paroxysme le 25 juin 1950, où se déclencha la guerre de Corée. Elle s'éteignit à Panmuyan en juillet 1953, en même temps que tous les espoirs de réunification s'évanouissaient.

La Corée du Sud était dépourvue du potentiel hydro-électrique, et des ressources naturelles situés en Corée du Nord. Elle avait subi une migration massive de population du nord vers le sud. L'afflux des migrants permit de maintenir des taux de salaire relativement bas et l'instauration d'une industrie légère à haute intensité de main-d'œuvre. Il provoqua une urbanisation sauvage. Malgré un énorme volume d'aide étrangère fournie à la fois pour l'investissement et la consommation, les pressions inflationnistes étaient fortes. De 1959 à 1962 la conjonction d'une production industrielle atone et d'une production agricole perturbée par de violentes intempéries conduisit à la chute du gouvernement de Syngman Rhee et à la mise en place d'un gouvernement militaire.

Durant toute la décennie cinquante la stratégie de développement industriel de la Corée du Sud a consisté en une politique dite de substitution d'importations ⁽²⁾. Les excédents engendrés dans le secteur primaire et des capitaux extérieurs permirent l'installation d'industries locales de biens de consommation (vêtements, chaussures, meubles) ou de biens intermédiaires (textile, cuir, bois), pour lesquelles ni une main-d'œuvre qualifiée, ni une technologie avancée, ni une production de masse ne sont nécessaires.

Un système tarifaire imposait de lourdes taxes douanières sur les importations des produits susceptibles de concurrencer la production locale, hormis pour celles des matières premières et de produits alimentaires. Des contingents d'importations permettaient de concentrer la formation du capital en des secteurs choisis.

La surévaluation du won par rapport au dollar aurait favorisé les importations de l'étranger si un système de taux de change multiples n'avait été mis en place. Les taux étaient déterminés en fonction de

(2) La politique dite de substitution d'importations vise à privilégier la production nationale au détriment des importations dans la conquête du marché intérieur.

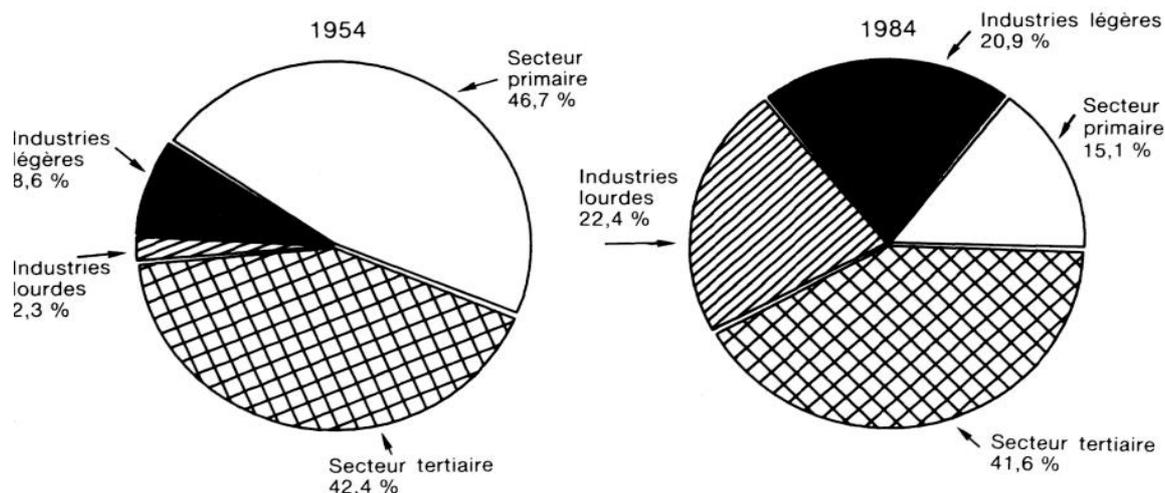
plusieurs critères : selon le type de produit, son origine ou sa destination finale. En 1961 le won fut fortement dévalué et un taux de change officiel uniforme rétabli.

La prédominance de la politique d'exportation est apparue au début des années soixante...

Déjà avant 1962 de nombreuses dispositions avaient été prises en faveur de l'exportation : établissement d'un livret de change permettant aux exportateurs de convertir leurs avoirs en devises sur le marché monétaire à un taux avantageux par rapport au marché officiel ; institution d'un système jumelé d'import-export ; établissement d'un programme de subventions et de crédits à l'exportation, etc. Mais c'est le premier plan quinquennal (1962-1966) qui a marqué le passage à une stratégie axée sur la promotion et la diversification des exportations. Elle fut favorisée en 1965 par la normalisation des relations diplomatiques entre la Corée du Sud et le Japon.

Cependant les industries tournées vers le marché intérieur n'ont pas été pour autant pénalisées. Elles ont bénéficié directement de mesures d'encouragement propres et indirectement de l'expansion des industries d'exportation qui, en créant une demande additionnelle sur le marché coréen, a stimulé la production des biens et services destinée à celui-ci. Cela a permis à l'industrie d'accélérer d'autant mieux la reconquête du marché intérieur, qu'à partir de 1972 le troisième plan quinquennal a engagé l'économie coréenne dans la voie du développement d'une industrie lourde, permettant de mieux intégrer, d'aval en amont, de nombreux secteurs industriels ⁽³⁾.

5. Structure du Produit intérieur brut de la Corée du Sud



Source : Economic Planning Board.

(3) La filière textile demeure le meilleur exemple du processus de remontée technologique. Les premières exportations de produits textiles ont consisté en vêtements et autres travaux de bonneterie, eux-mêmes produits grâce aux tissus, fibres et fils importés. Dès le début de la décennie soixante-dix, la Corée produisait et exportait elle-même des fibres synthétiques, remontant ainsi tous les maillons de la filière et allant même jusqu'à fabriquer et vendre des machines, voire des ensembles textiles clés en main.

... renforçant la main mise des grands groupes sur l'industrie

Le contrôle monopolistique du système bancaire et des canaux de crédits spécialisés a créé une forte dépendance des entreprises industrielles et commerciales à l'égard de l'Etat. Le gouvernement coréen a pu ainsi imposer aisément des concentrations et des spécialisations. Cette restructuration a concerné toutes les branches de l'industrie lourde et a permis de renforcer le processus d'intégration des filières. Des économies d'échelle sont apparues en amont de chaque filière.

Les conglomerats coréens, les *chaebol* (*jaebull*), équivalents des *zaibatsu* nippones, ont eu à cet égard un rôle particulièrement important. Ils bénéficient de privilèges administratifs en matière de contrôle des changes et de fiscalité, d'aides et de crédits à l'exportation. En contrepartie, ils se doivent d'accroître leur chiffre d'affaires, d'asseoir leur situation financière et de développer leur présence à l'étranger. Les *chaebol* étaient à l'origine de petites entreprises, qui se sont développées soit grâce à des accords avec des partenaires japonais ou américains (initialement Hyundai était une entreprise de transport travaillant pour l'armée américaine, aujourd'hui elle produit et exporte les automobiles Pony sur le continent américain), soit parce que leur créneau correspondait parfaitement à la réalité économique mondiale. Leur recours à la sous-traitance est peu développé, ce qui accentue le dualisme industriel du pays.

Les petites et moyennes entreprises, qui ne sont pas exportatrices, n'ont que peu bénéficié du soutien de l'Etat.

A l'aide américaine de la fin de la guerre a succédé un recours massif à l'endettement international

Afin de faire face aux pressions chinoises et russes, les Etats-Unis avaient fourni une aide substantielle à la Corée du Sud, dont le montant atteignit la valeur de 6,6 dollars US par habitant et par an de 1945 à 1965. Cette aide avait servi à financer la réforme agraire, de nombreuses infrastructures et des investissements industriels. En 1965 la régularisation des relations avec le Japon permit aux prêts bancaires nippons de prendre le relais de l'aide américaine.

Les investissements directs étrangers, malgré la promulgation de la loi sur le capital étranger en 1966, furent d'abord peu importants en raison des incertitudes politiques du moment, de la volonté coréenne de conserver la maîtrise de sa politique industrielle, ainsi que de quelques désillusions rencontrées par plusieurs entreprises conjointes. Leur plein développement date du début des années soixante-dix, au moment où le recours aux crédits commerciaux alourdissait le service de la dette, qui, en pourcentage des exportations, s'est élevé de 9,4 % en 1967 à près de 20 % en 1972. La création de zones franches orientées vers l'exportation, telles que Masan en 1969, Iri en 1974 et Gumi, a permis d'accroître le poids des investissements directs étrangers dans le financement du développement coréen. Ils ont pris surtout la forme d'entreprises conjointes dont 30 % à (50-50), 26 % avec une participation

majoritaire de l'étranger et 44 % avec une participation étrangère minoritaire. Ce sont les investissements directs des Etats-Unis et du Japon qui ont dominé. De 1962 à 1983 ils en ont formé respectivement 28 % et 49 %. Les investissements européens sont demeurés peu importants.

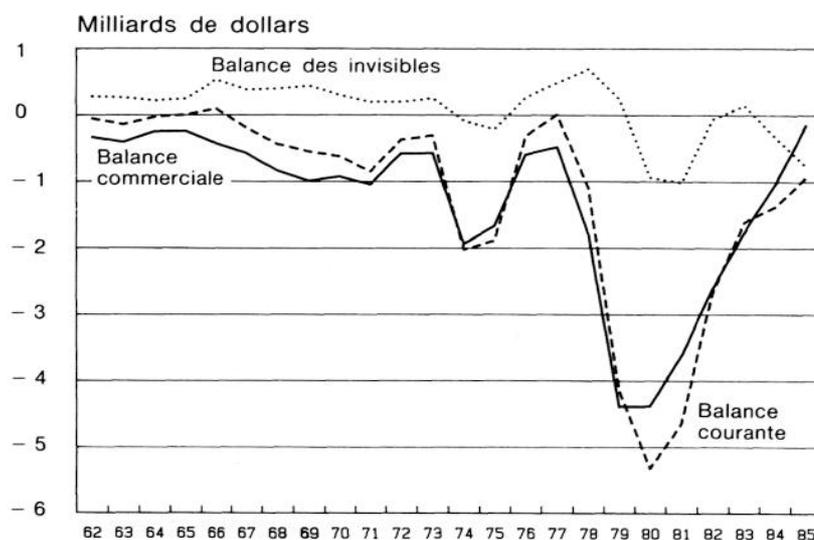
7. Investissements étrangers en Corée du Sud

En millions de dollars et en pourcentage

	1962-1966	1967-1971	1972-1976	1977-1983	Stock fin 1984
Monde	23 (100)	73 (100)	565 (100)	1 043 (100)	2 123 (100)
Etats-Unis	(95)	(17)	(12)	(35)	(30)
Japon	(3)	(56)	(67)	(41)	(47)
Pays-Bas	(0)	(9)	(10)	(5)	(7)
Hong Kong	(0)	(0)	(1)	(5)	(3)
Autres	(2)	(18)	(10)	(14)	(13)

Source : Ministère des Finances.

Malgré le rôle grandissant des investissements directs étrangers, le financement de l'industrialisation a longtemps continué à s'effectuer principalement au moyen de prêts, les firmes coréennes ayant recouru massivement jusque vers 1980 au système bancaire et à l'endettement auprès de l'étranger. Depuis lors l'émission de valeurs mobilières s'est développée, mais l'autofinancement demeure relativement faible. Les faillites de Yulsan en 1979 et de Kukje Icc (sixième conglomérat de Corée) en 1985 témoignent d'une très forte dépendance financière.



Source : Banque de Corée.

8. Sources du financement externe des entreprises privées coréennes (1965-1984)

En milliards de won et en pourcentage

	1965-1969	1970-1974	1975-1979	1980-1984
● Financement indirect ...	87,8 (47,4)	391,2 (55,9)	1 885,7 (56,5)	5 284,4 (53,0)
— Emprunts auprès des institutions financières	87,8 (47,4)	387,9 (55,4)	1 883,7 (56,5)	5 001,8 (50,2)
banques	69,5 (37,5)	282,8 (40,4)	1 197,9 (35,9)	2 372,9 (23,8)
IFNB	18,3 (9,9)	105,1 (15)	685,8 (20,6)	2 628,9 (26,4)
— Prêts publics	— (—)	3,3 (0,5)	2,0 (0,1)	282,6 (2,8)
● Financement direct	27,1 (14,6)	145,3 (20,8)	767,9 (23,0)	4 083,7 (41)
— Actions	26,4 (14,3)	124,6 (17,8)	458,0 (13,7)	2 059,3 (20,7)
— Obligations	0,7 (0,4)	12,0 (1,7)	216,5 (6,5)	1 441,9 (14,5)
— Papier commercial	— (—)	8,7 (1,2)	93,4 (2,8)	582,5 (5,8)
● Endettement auprès de l'étranger	70,2 (37,9)	163,3 (23,3)	681,1 (20,4)	601,6 (6,0)
Total	185,2 (100,0)	699,8 (100,0)	3 334,7 (100,0)	9 969,7 (100,0)

Source : Banque de Corée.

En 1984 la dette extérieure atteignait près de 45 milliards de dollars, dont près de 30 % souscrits à des échéances relativement courtes. La Corée du Sud est le troisième débiteur des pays en voie de développement. A la demande du FMI la Corée s'est efforcée de stabiliser la part de sa dette à court terme et de réduire son endettement. Les ventes d'usines clefs en main et les transferts massifs de revenus de la part des Coréens travaillant au Moyen et Proche-Orient ont largement contribué à atténuer le déficit de la balance des invisibles depuis 1979. Depuis 1981, malgré le ralentissement des commandes du Moyen-Orient, le déficit de la balance des paiements courants s'est progressivement réduit.

9. Dette extérieure de la Corée du Sud 1979-1984

En millions de dollars et en pourcentage

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Dette extérieure totale (fin de période)	20 410	27 315	32 480	37 120	40 215	42 559
dont :						
— Moyen et long terme	14 994	17 939	22 253	24 693	28 100	31 134
— Court terme	5 456	9 376	10 227	12 427	12 115	11 425
Taux de croissance de la dette extérieure	37,6	33,8	18,9	14,3	8,3	5,8
Dette extérieure en pour-cent du PNB	32,7	44,6	48,4	52,4	53,6	52,5
Service de la dette en pour-cent des exportations de biens et services	16,9	19,7	20,1	20,6	18,8	20,1
Part de la dette à court terme dans la dette totale	26,7	34,3	31,5	33,5	30,0	26,5

Source : Autorités coréennes repris dans « Occasional Paper » n° 39, FMI, août 1985.

Le rôle du système financier dans le développement s'est avéré très important

En 1960 les dirigeants coréens décidèrent de renforcer l'autorité du gouvernement sur l'activité bancaire en assujettissant la politique des établissements bancaires aux décisions gouvernementales. Des taux d'intérêt nominaux élevés furent alors pratiqués pour accroître l'épargne intérieure et attirer des liquidités qui se plaçaient jusque-là sur le « *curb market* », marché monétaire parallèle, auquel les entreprises en crise de trésorerie s'adressaient pour obtenir immédiatement les capitaux dont elles avaient besoin moyennant des taux d'intérêt plus ou moins usuraire. Dans le même temps les autorités monétaires avaient pratiqué une politique monétaire expansive et sélective de soutien de l'activité. La croissance de la masse monétaire avait dépassé les 20 % l'an entre 1961 et 1965. A partir de 1972, date de la mise en place de l'industrie lourde, les taux d'intérêt furent abaissés dans le but de faciliter les investissements.

Depuis décembre 1980, les banques commerciales ont une autonomie accrue quant à leur gestion courante, leur politique d'embauche et de rémunération... La privatisation de cinq banques nationales a été achevée en mars 1983⁽⁴⁾. La concurrence interbancaire s'est ravivée d'autant mieux que les conditions d'ouverture de succursales étrangères se sont assouplies. Afin d'inciter les agents ayant une capacité de

(4) Hanil Bank en 1981 ; Korea First Bank et Bank of Seoul Trust Company en 1982 ; Choheung Bank en 1983. Avec la dénationalisation de la Commercial Bank of Korea, dès 1972, les cinq plus grandes banques ont été ainsi rendues au secteur privé. Deux autres grandes banques commerciales ont été créées : la Shinhan Bank en juillet 1982 par des hommes d'affaires coréens résidents au Japon et la Koram Bank en mars 1983 par la Bank of America et des entreprises coréennes.

financement à déposer leurs actifs dans le système bancaire, les ventes d'effets commerciaux ont été légalisées et les cartes de crédit sont apparues. Cependant les autorités sont encore réticentes à déréglementer les taux d'intérêt, malgré un rapprochement notable intervenu au début de 1985 entre les taux bancaires, tant débiteurs que créditeurs, et les taux des institutions financières non bancaires, qui sont plus élevés.

L'industrie au cœur de la croissance

L'industrie légère a dominé les premières étapes de l'industrialisation...

Dévastée par les guerres successives, l'industrie coréenne s'est développée au début des années cinquante autour des branches textile et agro-alimentaire, permettant ainsi à la population de faire face à ses besoins fondamentaux et à l'industrie nationale de conquérir le marché intérieur. Ces deux branches représentaient en 1953 plus de 60 % de la valeur ajoutée manufacturière. Les petites et moyennes entreprises y étaient très présentes et le sont demeurées⁽⁵⁾. Le niveau technologique y était très faible, ce qui limitait fortement les relations avec les grandes entreprises. Différents goulets d'étranglement étaient rapidement apparus. La structure économique trop dépendante de l'aide étrangère, butait sur un marché intérieur relativement étroit et aggravait les déséquilibres économiques au profit des régions urbaines⁽⁶⁾.

Une seconde phase dans l'industrialisation, qui a véritablement démarré en 1962 avec l'instauration du premier plan quinquennal, a été celle de la « promotion des exportations ». Elle a favorisé la décentralisation industrielle. Le port de Pusan dans le sud-est du pays est devenu l'un des plus importants centres industriels et commerciaux. Outre qu'elle a facilité les exportations, cette politique a disséminé les industries dans tout le pays, et a permis d'enrayer le gonflement des centres urbains et d'égaliser le niveau de vie des régions. Les trois quart des centres industriels existants actuellement sont situés hors de Séoul-Inchon.

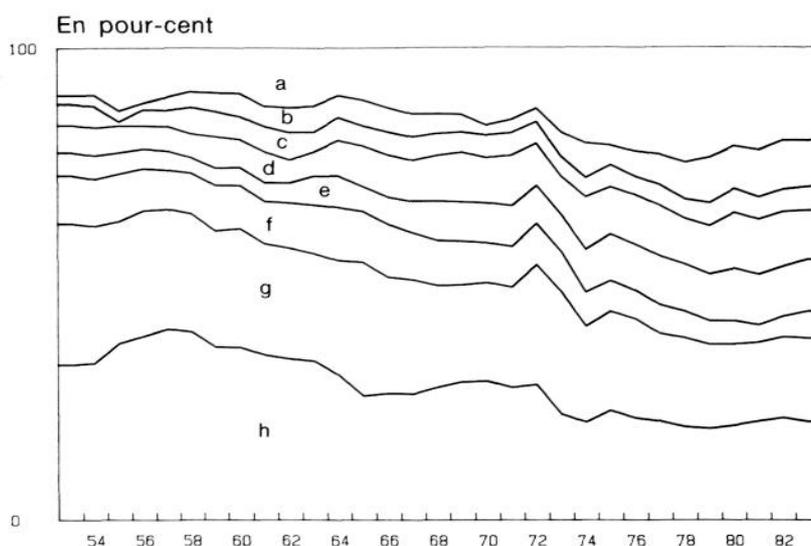
... qui s'est poursuivie par le développement d'industries lourdes...

Le troisième plan quinquennal (1972-1976) a infléchi la politique industrielle vers les industries lourdes et chimiques. Les plans suivants ont conservé cette orientation.

La *construction navale* s'est développée autour de trois grandes firmes (Hyundai, Daewoo et Samsung) et en deux étapes. De 1972 à

(5) En 1984, 25 % des petites et moyennes entreprises travaillent encore dans la branche textile et habillement, 22 % dans les produits métalliques 14 % dans l'agro-alimentaire et 7 % dans l'imprimerie.

(6) Le mouvement de la communauté nouvelle « Saemaul Undong » s'était donné pour tâche de réduire ces disparités régionales.



Source : Banque de Corée.

- a. Industrie de fabrication d'ouvrages en métaux, de machines d'équipements de transport et de contrôle.
- b. Industries métallurgiques de base.
- c. Industries des produits minéraux non métalliques à l'exclusion des dérivés du pétrole et du charbon.
- d. Industries des dérivés du pétrole et du charbon, d'ouvrages en caoutchouc et en matière plastique.
- e. Industries chimiques et de fabrication des produits chimiques.
- f. Industries du bois, fabrication d'ouvrages en bois y compris les meubles, de papier et d'articles en papier, imprimerie et édition.
- g. Industries des textiles, de l'habillement et du cuir.
- h. Industries des produits alimentaires, boissons et tabac.

1976, la promulgation de la loi d'encouragement à la construction navale a permis la modernisation et l'élargissement de la gamme des produits. De 1977 à 1981 on a procédé à la construction de chantiers géants, principalement dans la région de Ulsan. Lors du second choc pétrolier de nombreuses reconversions ont eu lieu : la construction de navires spécialisés tels que les méthaniers, et de plates-formes pétrolières ont primé la construction de pétroliers géants. La capacité de production s'est encore accrue de 8 % en 1984 par rapport à 1983 dépassant 4 millions de tonneaux de jauge brut loin derrière le Japon (+ 36 %), mais alors qu'en Europe il y a eu décroissance (- 20 %). Cette dernière ne devance plus que de quelques milliers de tonneaux les livraisons de la construction navale coréenne.

La *chimie et la pétrochimie*, bien que fortement dépendantes des importations de matières premières et de biens à haute technologie, ont offert de nombreux produits intermédiaires pour les branches situées en aval, tels que le textile, les produits plastiques et les chaussures. L'autosuffisance d'engrais a également été atteinte. Trois centres industriels sont spécialisés dans ce domaine : Ulsan, Yochon et Kwangyang. Leur production s'est accrue de près de 130 % entre 1975 et 1980.

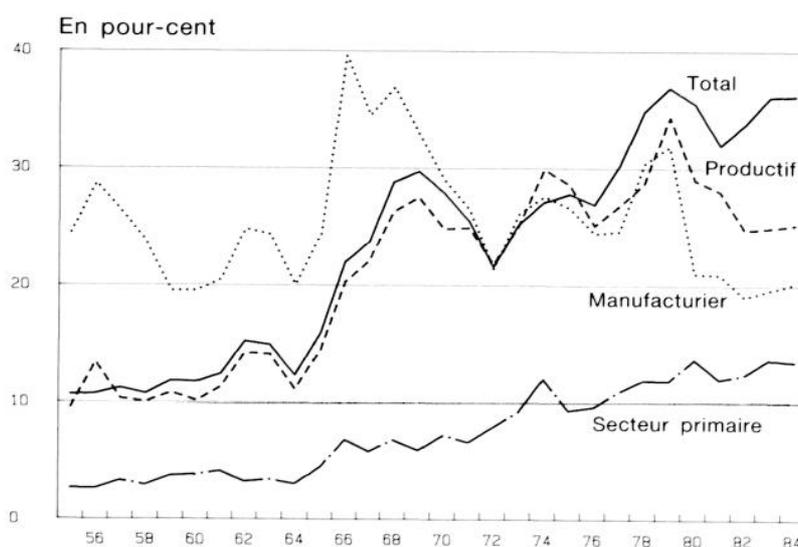
La *sidérurgie* a été sans conteste l'industrie où les résultats sont les plus spectaculaires. Créée en 1970 à Pohang, POSCO (Pohang Iron and Steel Company Ltd) est devenu l'un des dix premiers producteurs mondiaux d'acier. En 1983 sa production annuelle d'acier par tête

atteignait 607 tonnes, dépassant ainsi nettement les résultats japonais (514) et américains (296). Equipés initialement avec du matériel japonais vieillissant, les cinq fours géants de Posco ont produit en 1983 plus de 9 millions de tonnes de fer et d'acier, à un coût moyen de production par tonne de 422 USD, soit 40 % de moins que la moyenne internationale.

La construction de *machines* a été considérée, lors du quatrième plan (1977-1981), comme un objectif hautement prioritaire. En témoigne la construction récente du centre de Changwon. La part des machines et autres équipements a atteint en 1983 près de 20 % de la valeur ajoutée manufacturière (graphique 7).

... grâce à un investissement particulièrement soutenu...

Faible au début des années cinquante (légèrement plus de 10 %), le taux d'investissement total (rapport de l'investissement total au PIB) s'était très rapidement accru au cours des années 1965-1969, principalement tiré par les équipements de transport (+ 58 %).



8. Taux d'investissement en Corée du Sud

Source : Banque de Corée.

Le taux d'investissement du secteur manufacturier (rapport de l'investissement manufacturier à la valeur ajoutée manufacturière), qui avait toujours été supérieur à celui de l'économie, atteignait 40 % en 1966.

Depuis le début de la décennie soixante-dix le taux d'investissement a connu des fluctuations erratiques. A la baisse des années 1970-1972 a succédé une progression heurtée jusqu'en 1980. Le taux d'investissement manufacturiers est devenu inférieur à celui de l'économie dans son ensemble. De 1980 à 1984, ce taux s'est stabilisé. La part des investissements du gouvernement central s'est réduite progressivement au fil des années pour ne représenter que légèrement plus de 2 % des investissements totaux.

10. Taux de croissance et ventilation de la FE

En pour-cent

	1955-1959		1960-1964		1965-1969		1970-1974		1975-1979		1980-1984	
	a	b	a	b	a	b	a	b	a	b	a	b
Logement	15,4	+ 4,4	13,5	+ 0,5	10,7	+ 28,1	14,4	+ 18,4	17,5	+ 14,1	18,1	+ 8,5
Immeubles non résidentiels	24,7	+ 5,9	21,8	+ 14,6	20,5	+ 21,6	19,7	+ 3,6	17,4	+ 17,0	18,2	+ 8,1
Autres constructions	27,0	+ 10,2	28,9	+ 25,3	26,6	+ 37,3	21,8	+ 2,4	18,7	+ 19,3	24,9	+ 9,7
Equipements de transport	6,8	+ 13,2	10,7	+ 11,4	14,8	+ 58,3	18,8	+ 21,0	14,6	+ 8,7	9,2	+ 5,1
Machines et autres équipements	26,1	+ 1,1	25,1	+ 7,9	27,4	+ 35,6	25,3	+ 10,7	31,8	+ 42,4	29,6	+ 6,4
Total	100	+ 6,0	100	+ 12,4	100	+ 34,5	100	+ 10,2	100	+ 22,1	100	+ 7,7

Source : Banque de Corée.

a = part du bien dans la FBCF totale à prix courant.

b = taux de croissance annuel moyen de la FBCF à prix constant.

... et à un accroissement de la population manufacturière

Depuis une vingtaine d'années une migration importante de la population active du secteur primaire vers les secteurs secondaire et tertiaire est survenue. De 1964 à 1984 la part du secteur secondaire s'est élevée de 8,8 à 23,3 % ; celle du secteur tertiaire de 29,3 à 47 %. Au cours des années 1980-1984, le taux de croissance de la population du secteur tertiaire a pour la première fois été plus rapide que celui de la population manufacturière. Ces mouvements de population n'ont cependant pas réduit le niveau absolu de la population active agricole.

11. Population en Corée du Sud

En pour-cent

	1965-1969	1970-1974	1975-1979	1980-1984
Taux de croissance moyen de la population totale	+ 2,4	+ 1,9	+ 1,6	+ 1,6
Taux de croissance moyen de la population de plus de 14 ans ...	+ 2,6	+ 3,7	+ 3,1	+ 2,3
Taux de croissance moyen de la population active	+ 2,8	+ 4,3	+ 3,6	+ 0,9
Taux de croissance moyen de la population employée dans le secteur manufacturier	+ 12,4	+ 11,9	+ 9,1	+ 3,0
Taux de croissance moyen de la population employée dans le secteur tertiaire	+ 5,9	+ 2,6	+ 6,7	+ 5,6
Taux moyen de chômage	6,1	4,3	3,7	4,4

Source : Economic Planning Board.

En 1982 les entreprises de plus de 500 salariés occupaient 38,6 % des effectifs industriels. Cette part tend cependant à décroître puisqu'en 1975 c'était près de 44 % des effectifs industriels qui travaillaient dans des entreprises de plus de 500 personnes.

La concentration de l'industrie dans les villes a favorisé le développement de gigantesques centres urbains. En dépit des efforts, que nous avons signalé, de dissémination des industries dans l'ensemble du pays, la population de Séoul a dépassé largement les 8 millions d'habitants, soit plus de 22 % de la population totale.

L'orientation récente vers des industries à plus haute technologie

Le gouvernement a, dans sa stratégie d'industrialisation, cherché à promouvoir la science et la technologie en intensifiant le rôle du MOST (ministère de la Science et de la technologie) ainsi que celui de différents instituts, tel que le KDI (Institut coréen de développement). Simul-

tanément la Corée semble décidée à s'appuyer sur les firmes multinationales pour assurer son développement dans les secteurs de haute technologie. Le rapport de l'investissement étranger dans la branche électrique et électronique à l'investissement étranger dans l'ensemble du secteur manufacturier, qui n'était que de 4 % au cours de la période 1962-1966, a dépassé les 40 % en 1983, mais est redescendu à 26 % en 1984 en raison de l'importance prise par l'investissement étranger dans la branche machines autres que électriques et électroniques (50 %).

La construction automobile et l'industrie électronique sont devenues les véritables fers de lance de l'industrie manufacturière.

Nonobstant son faible marché intérieur, la Corée a décidé de développer son *industrie automobile*. Hyundai et Daewoo étaient depuis longtemps sur les rangs. En l'espace de quinze mois, Hyundai est devenu le premier exportateur d'automobiles étrangères au Canada (en avril 1985, cette firme avait immatriculé 5 300 voitures contre près de 4 500 pour Volkswagen) multipliant par cinq ses prévisions initiales. Par contre le marché européen est considéré par les industriels coréens comme saturé : ils y ont vendu en 1984 moins de 9 000 véhicules. Cela a été accompli avec l'aide des compagnies étrangères. Hyundai reçoit une assistance technique de la part de Mitsubishi qui lui fournit des moteurs. Daewoo a fait alliance 50-50 avec General Motors. Samsung s'est attaché les services de Chrysler. Les Coréens essaient de développer une voiture populaire pour leur marché intérieur. Le parc national de voitures reste cependant modeste (1 voiture pour 125 habitants) en raison du prix élevé de l'essence et des impôts qui grèvent les prix de vente.

Le secteur de l'*électronique* a considérablement évolué depuis une vingtaine d'années. L'assemblage des composants simples pour le compte des firmes multinationales américaines et japonaises a cédé progressivement la place à la production d'électronique grand public (télévisions, radios, ...). De 1975 à 1983, la production de l'industrie électronique s'est accrue de 8 % par an, tandis que plus de 70 000 emplois étaient créés en huit ans dans ce secteur. Trois des plus grands groupes coréens se sont engagés dans cette voie. Ce secteur représente 20 % des recettes du groupe Gold Star (plus de 40 % si l'on exclu son secteur pétrolier) et 19 % de celles de Samsung.

Le gouvernement coréen a beaucoup aidé l'industrie électronique. Les dépenses en recherche-développement y sont supérieures à la faible moyenne de l'industrie manufacturière. Le ratio en pourcentage des dépenses en recherche-développement sur le chiffre d'affaires est passé de 1,56 pour l'industrie électronique en 1981 à 3,21 en 1983, contre 1 et 1,17 pour l'industrie manufacturière totale. En dépit de ces efforts l'industrie électronique demeure largement dépendante de l'étranger pour la technologie de pointe. La production par des co-entreprises (par exemple Lucky-Golstar avec ATT et Olivetti, Hyundai avec IBM pour la production de différents micro-processeurs et autres composants pour les télécommunications) atteignait en 1983 plus de 20 % de la production électronique, alors que 20 autres pourcent étaient réalisés par des firmes étrangères. L'apport de la technologie

12. Investissements étrangers par se

Milliers de dollars

	1962-1966		1967-1971		1972-1976		1977-1981		1982		1983		1984		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Secteur primaire	1	102	8	943	19	5 221	11	6 350	2	1 250	1	1 149	3	600	45	15 615
Secteur secondaire	14	22 897	146	63 232	407	443 244	170	434 019	49	134 504	68	106 774	94	286 742	944	1 491 412
Dont : Mines	—	—	—	—	7	1 451	4	812	1	554	1	270	1	520	14	3 607
Construction	—	—	7	3 307	9	15 856	15	37 344	4	12 162	10	3 895	8	22 457	49	95 021
Electricité	—	—	—	—	—	—	2	3 395	—	—	—	—	—	—	2	3 395
Manufacturier	14	22 897	139	59 925	391	425 937	149	392 468	44	121 788	57	102 609	85	263 765	879	1 389 389
Dont : Textile	3	755	15	4 048	44	57 505	5	2 562	—	2 987	—	1 940	5	1 941	72	71 742
Céramique	—	—	7	5 649	12	4 379	3	4 231	—	128	3	654	1	4 526	26	19 567
Métaux	—	—	13	8 975	33	30 003	17	21 318	4	2 936	5	1 788	5	5 055	77	70 075
Machines	1	20	19	5 287	62	30 330	37	44 135	2	9 824	9	5 725	20	131 498	150	226 819
Electriques et électroniques ..	3	901	27	10 614	121	62 995	21	107 783	6	19 212	13	41 366	21	67 508	212	330 379
Secteur tertiaire	—	—	10	8 498	24	116 774	16	147 374	4	52 037	6	159 830	6	131 707	70	616 220

Source : Ministère des Finances.

A = projets B = montants.

étrangère a permis à Samsung de produire en 1985 les célèbres puces d'ordinateurs avec une mémoire de 256 K man, les plus puissantes existant sur le marché, qui étaient fabriquées jusqu'alors uniquement par les Etats-Unis et le Japon.

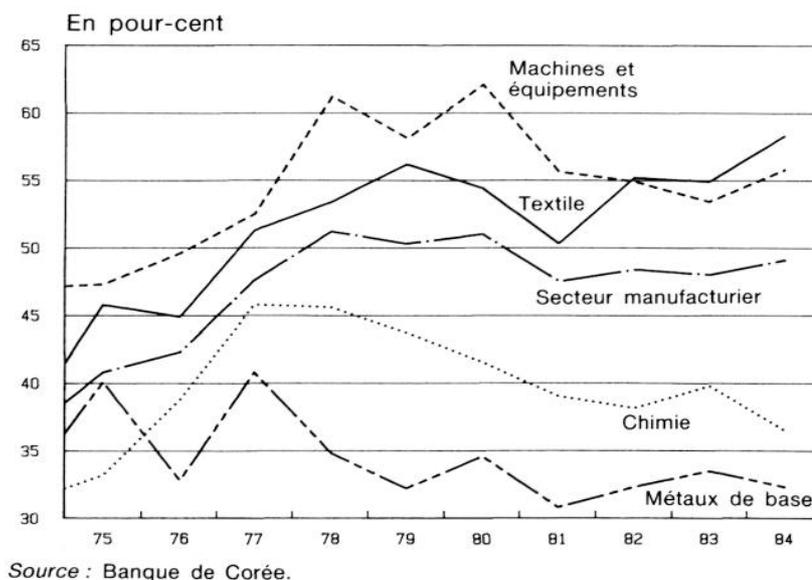
La hausse tardive des niveaux de vie

Durée du travail et salaires

La durée du travail est de 8 heures par jour et 48 heures par semaine, mais elle peut atteindre 60 heures dans les zones franches. Il n'existe qu'un jour de congé payé par mois auquel s'ajoutent huit jours supplémentaires par an.

Les industries ont le plus souvent recours à une main-d'œuvre jeune, surtout féminine, en raison de sa capacité de résistance au travail, de sa dextérité et de la faiblesse de ses revendications. En 1980 la main-d'œuvre employée dans l'industrie manufacturière était constituée à près de 40 % de personnes de moins de 25 ans, sur lesquelles 23 % de femmes.

L'absence d'un salaire minimum et de rémunération standard par branche ou par entreprise, conjuguée à une interdiction du droit de grève, à un faible rôle des syndicats ont maintenu le niveau des salaires relativement bas en dépit d'un chômage légèrement décroissant de la décennie soixante à la décennie soixante-dix (tableau 11) . Après avoir fortement cru jusqu'en 1980, la part des salaires dans la valeur ajoutée manufacturière s'est stabilisée.



La politique salariale pratiquée jusqu'au milieu des années soixante a été particulièrement austère. Le salaire réel a en effet baissé de 0,3 % entre 1955 et 1959 et de 3,6 % entre 1960 et 1964. Les coûts salariaux étaient alors un facteur déterminant de la compétitivité.

A partir de 1965 la hausse des salaires a été manifeste. Elle a été provoquée par les grands groupes et certains services publics (eau, gaz, électricité). Les salaires se sont alors fortement accrus non pas tant du fait des revendications syndicales, qu'à cause de la mobilité inter-entreprises de la main-d'œuvre qualifiée, encore insuffisante eu égard aux besoins des entreprises. Jusqu'en 1974 et depuis le début des années quatre-vingt l'augmentation du salaire réel a été inférieure à celle de la productivité du travail, mais l'écart entre ces augmentations a cependant diminué.

13. Croissance du salaire réel et de la productivité du travail dans l'industrie manufacturière coréenne

En pour-cent

		1955-1959	1960-1964	1965-1969	1970-1974	1975-1979	1980-1984
Productivité du travail	Corée	—	+ 6,8	+ 16,6	+ 9,5	+ 11,4	+ 9,4
	Japon	+ 8,3	+ 9,1	+ 14,5	+ 8,8	+ 9,6	+ 4,7
	Etats-Unis	+ 1,5	+ 3,6	+ 1,9	+ 4,7	+ 2,1	+ 3,2
Salaire réel	Corée	- 0,3	- 3,6	+ 12,1	+ 7	+ 16,0	+ 4,7
	Japon	+ 4,7	+ 3,9	+ 9,0	+ 7,4	+ 2,1	+ 1,8
	Etats-Unis	+ 1,7	+ 2,3	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,9

Sources : BIT, Bank of Korea, Bank of Japan, Monthly Labor Review USA.

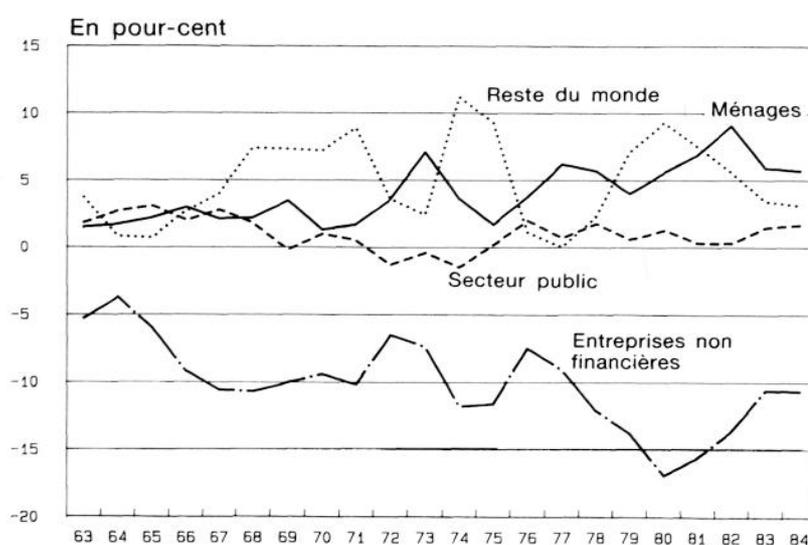
Des consommations qui se modernisent

La structure de la consommation des ménages s'est modifiée. La part de l'alimentation s'est réduite, de 57 % des dépenses de consommation en 1953 à 41 % en 1983, de même que les loyers et charges (de 17 % à 6 %), laissant notamment une plus grande place aux soins médicaux et aux transports et communication.

Les biens de consommation durable n'ont largement pénétré le marché intérieur que tardivement, du fait d'une politique très dure, qui a contenu la satisfaction du marché intérieur par des importations. Elle n'a cessé que lorsque les premières productions locales de biens de consommation durable ont été jugées capables de répondre à la demande intérieure.

L'épargne financière des ménages s'est accrue depuis le début de la phase de promotion des exportations pour atteindre près de 6 % en 1984 contre 1 à 2 % en 1963. Elle a contribué ainsi à répondre aux besoins de financement des entreprises non financières, de plus en plus importants, hormis dans la période très récente.

Afin de remédier aux inégalités sociales, dont certaines se sont accrues au cours de la phase d'industrialisation la Corée s'est attachée à améliorer son niveau d'éducation. L'école primaire est devenue obligatoire et gratuite. Le plan quinquennal 1982-1986 s'est donné pour tâche d'étendre ces mesures à l'enseignement secondaire.



Source : Banque de Corée.

Vers un rééquilibrage de la croissance ?

Le déplacement du centre de gravité économique mondial de l'Atlantique vers le Pacifique, qui semble être en cours, devrait normalement se poursuivre, mais l'année 1985 a néanmoins révélé la vulnérabilité de la Corée du Sud à la conjoncture internationale, mettant ainsi en lumière quelques faiblesses structurelles.

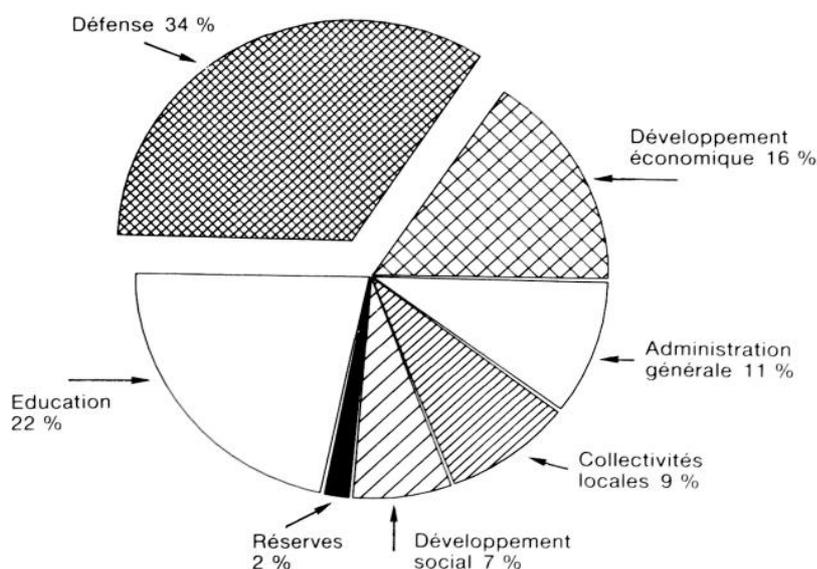
Des difficultés internes nécessiteront une forte croissance

Dans les dix prochaines années la force de travail s'accroîtra d'un demi million de nouveaux travailleurs chaque année soit à un rythme annuel de 3 % l'an. La crainte du chômage, qui déjà s'élève à 4,4 % de la population active, inquiète d'autant plus les autorités coréennes que l'industrie à haute technologie, sur laquelle elles ont fondé de grands espoirs, requiert une main-d'œuvre moindre et plus qualifiée. Simultanément l'effort de modernisation et d'automatisation entrepris dans de nombreux secteurs provoquera de massives suppressions d'emplois. C'est le cas dans le textile, qui après avoir été négligé pendant quelques années, apparaît à nouveau aux chefs d'entreprises coréens comme un axe privilégié de la nouvelle politique industrielle. Ce l'est aussi dans la construction navale où Daewoo a déjà prévu de ramener sa main-d'œuvre de 28 000 à 20 000 personnes d'ici 1987. Une forte croissance apparaît donc nécessaire.

Au cours des années passées, grâce à la hausse du revenu réel et au rendement des investissements l'épargne intérieure a fortement augmenté. D'ici 1990 les autorités espèrent un taux d'épargne global avoisinant les 30 %, ce qui permettrait un financement encore plus endogène de la croissance.

L'amélioration du niveau de vie est réclamée de plus en plus vivement par la population ⁽⁷⁾. Cela impliquerait que la croissance soit axée davantage vers la satisfaction de la demande intérieure, réduisant l'importance relative du commerce extérieur. Depuis le soulèvement populaire de Kwangju en 1980, sévèrement réprimé par l'armée, la Corée avait connu quatre années de paix sociale ; mais en 1985 la situation s'est profondément détériorée. Au cours du premier semestre, plus du double des conflits du travail que l'an passé ont été recensés. L'image de calme et de zèle au travail, qui caractérisait la Corée durant les décennies soixante et soixante-dix, se ternit. Ces récents conflits sociaux sont de caractères politiques autant qu'économiques. Ils sont menés sous l'impulsion des étudiants, qui acceptent de moins en moins l'omniprésence du régime militaire du président Chun Doo Hwan malgré la volonté de ce dernier d'instaurer d'ici à 1987 un système démocratique.

Le poids des dépenses militaires risque d'être un obstacle à l'amélioration revendiquée. En 1985 elles ont absorbé 34 % du budget ⁽⁸⁾, soit près de 6 % du PNB. Or les escarmouches journalières à la frontière nord coréenne, conjuguées à un sentiment d'isolement, n'incitent guère à leur réduction. Bien au contraire leur accroissement pourrait être décidé, quitte à sacrifier quelque peu la consommation par le truchement de l'impôt pour la défense.



11. Décomposition des dépenses du budget coréen en 1985

Source : Ministère des Finances.

Malgré des revendications certaines la politique de relèvement des salaires, amorcée dans la période 1975-1978, ne sera vraisemblablement pas remise à l'honneur, bien qu'elle puisse inciter à un emploi plus efficace de la main-d'œuvre et à des investissements dans des secteurs à forte productivité. Le marasme dans lequel sévit l'économie de Singapour, où les salaires ont atteint des niveaux élevés, dissuade en effet les Coréens de s'engager rapidement dans cette voie. Mais

(7) Le revenu par habitant a dépassé en 1985 2 000 USD.

(8) Durant les vingt dernières années, cette part n'a jamais été inférieure à 25 % et à 30 % depuis le milieu des années soixante-dix.

d'importants investissements seront probablement effectués pour améliorer le cadre de vie, la Corée s'étant fixée comme tâche de maîtriser son environnement et de cesser d'être un exutoire pour les industries étrangères. Elle déplore que la délocalisation vers la Corée des industries lourdes japonaises, fort polluantes, se soit effectuée sans tenir compte de l'impact sur l'environnement.

Une dépendance de plus en plus prononcée envers les fluctuations de l'économie mondiale

La modification du tissu industriel au profit d'industries mieux adaptées à la demande extérieure rendra l'économie coréenne plus vulnérable aux fluctuations de la conjoncture mondiale. On peut toutefois espérer qu'en cas de récession internationale la Corée souffrirait moins qu'au cours des années 1979-1980, où la récession avait ébranlé les industries lourdes (pétrochimie, aluminium, sidérurgie), sur lesquelles la Corée avait fondé son développement. D'autant mieux que la restructuration de l'appareil industriel américain, tourné vers des activités à haute technologie, laissera sans doute place à l'importation par les Etats-Unis de produits manufacturés plus traditionnels, que les industries coréennes sont susceptibles de produire.

La Corée sera aussi plus sérieusement menacée par le protectionnisme des pays industrialisés. Les récentes menaces de représailles envers la Communauté économique européenne si celle-ci augmentait ses droits de douane sur les magnétoscopes coréens, la demande de renoncement à l'accord multifibres ainsi qu'au projet de la loi Jenkins et Thurmond portant limitation des achats américains de textiles et de vêtements, traduisent ses inquiétudes à cet égard.

L'agressivité industrielle de bon nombre de pays d'Asie (Malaisie, Thaïlande...) engagés dans la production de biens à forte intensité de travail, incitera les Coréens à s'orienter vers des industries à plus haute technologie, où les coûts salariaux sont moins déterminants comme facteurs de compétitivité et pour lesquels le protectionnisme est peut-être moins à redouter.

La flexibilité souhaitée de l'appareil de production...

Quoiqu'il en soit, afin d'assurer une plus grande flexibilité de l'appareil de production, la préférence sera accordée dans les années à venir aux petites et moyennes entreprises, plus capables en accroissant ou diminuant leurs effectifs, de s'adapter rapidement aux évolutions erratiques de la demande mondiale. Elles bénéficieront à cette fin de prêts privilégiés.

Les autorités coréennes ne remettent pas pour autant en question le rôle des *chaebol*. Mais à l'instar du modèle japonais, le développement et la modernisation des PME seront favorables à ces grandes compagnies. Le manque actuel de technologies des petites firmes les empêche de produire des pièces et autres composants sophistiqués pour les secteurs de pointe. Les grandes entreprises, contraintes d'intégrer les productions de ces sous-ensembles, voient leurs marges béné-

ficiaires se contracter et leur endettement s'alourdir. C'est pourquoi entre autres raisons les Pouvoirs publics souhaitent rendre les PME plus dynamiques, et les inciter à se spécialiser dans des domaines d'activités bien précis.

... s'inscrit dans une politique de désengagement de l'Etat et d'ouverture de l'économie...

Fortement épris des thèses américaines — la plupart des dirigeants tant dans les administrations que dans les grandes sociétés ayant fait leurs études aux Etats-Unis — et confortés par la présence américaine, économique et militaire, les Coréens semblent très attachés à un désengagement progressif de l'Etat et à une plus grande ouverture sur le monde, en dépit des risques que cela peut comporter.

Les autorités espèrent que 95 % des produits pourront d'ici 1990 être importés sans autorisation préalable au lieu de 70 % actuellement. Le tarif douanier moyen frappant, *ad valorem*, les biens manufacturés seraient ramenés de 20 % en 1984 à 17 % en 1988 ⁽⁹⁾. La Corée s'ouvre de plus en plus aux capitaux étrangers. Déjà en 1980 une loi a autorisé les investisseurs étrangers à détenir jusqu'à 100 % des actions d'une entreprise. Lorsque leur participation est inférieure à 50 %, l'investissement peut se faire sans procédures administratives contraignantes. Il est prévu que les investissements étrangers seront d'ici 1988, année des Jeux olympiques, autorisés dans 90 % des secteurs d'activités économiques, au lieu de 66 % actuellement.

... qui pourraient bénéficier aux pays européens

Trop souvent le développement de la Corée comme celui des autres nouveaux pays industrialisés d'Asie, a été considéré comme une menace pour l'emploi et la croissance en Europe. On craint leurs exportations alors que la distance et les différences de culture condamneraient l'Europe à une faible présence dans cette partie du monde. En vérité la croissance y engendrera des flux d'importations pour les infrastructures, les transports, les communications et de nombreux services ; elle donnera lieu à des transferts de technologie, des *joint-ventures*, des cessions de licence et l'élévation du niveau de vie y provoquera une consommation accrue de produits de qualité que les pays européens ont les moyens de fournir. La place de l'Europe sur le marché coréen pourrait être d'autant plus grande que les autorités coréennes souhaitent diversifier leurs fournisseurs pour réduire leur trop forte dépendance envers les Etats-Unis et le Japon.

On ne peut toutefois méconnaître que dans l'immédiat la dépréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes et japonaises, qui a entraîné, dans sa foulée la monnaie coréenne, ne peut qu'aviver la concurrence de la Corée, tant sur les marchés des pays développés que sur ceux du Tiers-Monde.

(9) Certains produits importés font l'objet de droits de douanes élevés : les cosmétiques et la bière sont taxés de respectivement 60 % et 50 %.

Taiwan

Une politique de développement contrôlée par les Pouvoirs publics

En s'appuyant sur les infrastructures laissées par l'occupant japonais...

Cédée par la Chine au Japon dans le traité de Shimonoseki en 1894, Taïwan fut utilisée jusqu'en 1945 de façon à servir les intérêts de son occupant. Les Japonais, afin de répondre à la demande en produits alimentaires de leur population, qui était alors en forte croissance, orientèrent l'ensemble de l'économie de Taïwan vers l'agriculture. Pour augmenter la production et la productivité, ils apportèrent de nombreux engrais, introduisirent de nouvelles techniques et développèrent un système d'irrigation extensif. Ainsi entre 1910 et 1942 la part des terres irriguées passa de 40 à 65 % de la surface cultivée totale, qui dans le même temps s'accrut de plus de 60 %. Simultanément, pour assurer dans de meilleures conditions l'acheminement de la production agricole, les Japonais mirent en place un réseau routier et ferroviaire, couvrant une grande partie de l'île.

Le tissu industriel fut, suivant la même logique, principalement orienté vers les activités situées en amont (chimie) et en aval (agro-alimentaire) de la production agricole. Pour répondre à la forte demande d'énergie qui en résulta, les Japonais investirent massivement et, entre le milieu des années vingt et le début des années quarante, multiplièrent par huit les capacités de production d'électricité installées.

Ainsi, atout considérable par rapport à d'autres PVD, Taïwan disposait déjà en 1940 d'une certaine infrastructure qui, endommagée par la seconde guerre mondiale, fut remise en état dans les années qui suivirent. A la suite de l'installation d'un régime communiste en Chine continentale, l'arrivée de Tchiang Kai-Chek dans l'île marqua en 1949, avec la rupture des relations diplomatiques entre les deux Chines, le début d'une ère nouvelle. Les Chinois qui émigrèrent vers Taïwan à partir de ce moment apportèrent des capitaux et une expérience professionnelle. Cela permit de combler progressivement le vide laissé par les Japonais, qui occupaient antérieurement les postes clés, aussi bien au gouvernement et dans l'administration que dans le commerce et l'industrie.

... le gouvernement a réorganisé le secteur agricole

En cette période de reconstruction économique l'offre alimentaire ne permettait pas de satisfaire la demande d'une population qui était en

forte croissance, principalement en raison de l'arrivée de plus d'un million et demi de Chinois continentaux. La faible dotation en ressources naturelles de Taïwan conduisit les autorités à privilégier les activités à forte utilisation de main-d'œuvre. Aussi les premiers efforts portèrent-ils sur l'agriculture, qui était alors le fait de petits paysans non propriétaires, victimes de nombreux abus⁽¹⁰⁾. La politique de culture intensive, que voulaient promouvoir les Pouvoirs publics pour remédier à la surface limitée des terres arables, conduisit le gouvernement à engager de 1949 à 1953 une réforme agraire comportant une baisse des fermages versés par les paysans et une redistribution des terres publiques et privées aux travailleurs ruraux. Les infrastructures laissées par les occupants japonais furent réaménagées.

Pendant la réforme agraire le Congrès américain créa la « Commission jointe pour la reconstruction rurale » (JCRR) qui allouait des aides, fournissait un soutien technique et assistait le gouvernement de Taïwan dans la coordination des programmes de recherches et d'expérimentations. Cette réforme, en faisant accéder les fermiers à la propriété, contribua à assurer la stabilité politique rurale. Elle permit non seulement de satisfaire la demande intérieure, mais de dégager des surplus exportables et de procurer ainsi les devises nécessaires au développement de l'industrie. Le revenu des paysans augmenta très rapidement, suscitant une demande croissante de biens de consommation. L'étroitesse des liens entre l'agriculture et l'industrie, alors principalement localisée en milieu rural, permit de résoudre une partie des problèmes d'emploi du secteur agricole.

Le développement d'une industrie orientée vers la satisfaction de la demande intérieure s'essouffant dans la fin des années cinquante...

A partir de 1951 l'aide américaine contribua à pallier le manque de devises dont souffrait Taïwan. Elle soutint jusqu'au milieu des années soixante les importations de matières premières et de biens d'équipement nécessaires au marché domestique.

De 1949 à 1954 la production manufacturière s'accrut en moyenne de 22 % par an. Durant cette première phase de la politique dite de substitution d'importation les efforts portèrent principalement sur les industries manufacturières légères, qui n'exigeaient pas une technologie sophistiquée et utilisaient une main-d'œuvre abondante. Certains pôles de l'industrie lourde, notamment dans la chimie, furent développés aussi.

La réussite obtenue dans le textile encouragea l'extension et la diversification de cette politique à des produits aussi différents que les fibres synthétiques, les bicyclettes, ou encore la farine. Les principaux résultats sont présentés dans le tableau 14. La diminution du rapport

(10) Cf. *The Taiwan Success Story* où les auteurs signalent entre autre une durée moyenne d'occupation des terres par les paysans inférieure à un an, des contrats oraux et des fermages versés en avance qui représentaient 50 % des récoltes anticipées et ne pouvaient être récupérés si par la suite l'année s'avérait mauvaise.

des importations à l'offre totale, i.e. importations + production, indique le succès des entreprises locales dans la reconquête du marché intérieur. Ainsi dès 1952 les importations de fibres de coton et de cotonnades furent réduites à moins de 5 % de l'offre totale.

14. Importations en pourcentage de l'offre totale à Taiwan

En pour-cent

	1948	1950	1952	1954	1958	1964
Fibres de coton	79,1	22,0	4,4	0,4	0,0	0,0
Cotonnades	71,3	58,6	8,8	2,6	0,0	0,2
Acier et produits dérivés	5,6	58,8	36,9	30,5	25,1	25,2
Bicyclettes	100,0	100,0	54,8	0,4	0,1	0,2
Sulfate d'ammonium	100,0	100,0	97,2	98,4	95,0	37,2
Farine	46,4	82,5	72,8	5,3	0,0	0,0
Fibres synthétiques	—	100,0	100,0	100,0	1,4	0,8
Ampoules électriques	59,0	72,2	59,1	47,8	30,7	10,8

Source : Samuel P.S. Ho dans « Economic development of Taiwan 1860-1970 ».

Dans les industries plus sophistiquées les résultats furent plus longs à se concrétiser. L'offre locale de sulfate d'ammonium — plus de 50 % de la consommation d'engrais chimiques dans les années cinquante — ne devint significative qu'à partir de 1964.

L'étroitesse du marché intérieur et la faiblesse du revenu par habitant, malgré sa forte progression depuis la fin de la guerre, limitaient les économies d'échelle possibles et empêchaient donc que la production nationale se substitua à l'importation pour de nombreux biens. Les incitations mises en place par les Pouvoirs publics en faveur des autres industries décourageaient, en les pénalisant, les industries tournées vers les marchés extérieurs. Les exportations de produits alimentaires, près de 70 à 90 % des exportations totales de la décennie cinquante, ne progressèrent pendant cette période que de 2 % par an en volume.

La mise en place de capacités accrues de production suscita une croissance des importations de matières premières, de produits intermédiaires et de biens d'équipement, supérieure aux gains réalisés par l'augmentation de la part de l'offre locale. Il en résulta un déficit important du solde des transactions de biens et services, qui fut financé principalement par l'aide américaine. Entre 1952 et 1960 le PIB avait progressé en termes réels de 7,6 % par an ; mais à la fin de la décennie cette phase de développement atteignait ses limites.

Certaines industries, qui avaient achevé leur phase de développement sur le marché local souhaitaient, devant le ralentissement des progrès de leurs ventes intérieures, que des mesures favorisent une orientation vers le marché international.

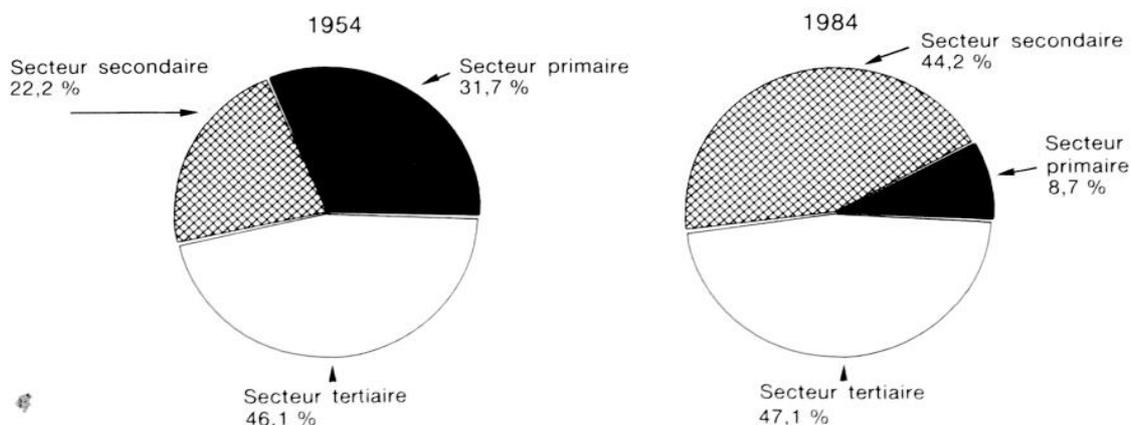
... la promotion des activités tournées vers l'exportation devint le moteur de la croissance

Il fallait changer de politique pour donner une nouvelle impulsion à la croissance économique. Le New Taïwan dollar fut dévalué et le système de taux de change multiple abandonné. Le gouvernement encouragea et favorisa par des mesures diverses les activités qui engendraient des exportations. Tandis qu'en 1953⁽¹¹⁾ un Taïwanais recevait 22.13 NT \$ par dollar US économisé par la production pour la consommation locale de fibres en coton, contre 15.55 NT \$ par dollar US gagné en exportant cette même production, en 1966, en raison de la dévaluation et des incitations à l'exportation, la situation s'était inversée : le premier recevait 46.41 NT \$, le second 60.35 NT \$. Des prêts à court et long terme à faible taux d'intérêt, des exonérations fiscales, le remboursement des droits de douanes payés sur les biens importés incorporés dans les produits exportés favorisèrent les exportations. Dans le même temps, à des quotas on substitua des droits de douanes frappant les biens de consommation non durables. Grâce à quoi les exportations ont, en volume, progressé en moyenne de près de 20 % par an entre 1960 et 1970. Mais la priorité était toujours accordée aux industries légères, utilisant beaucoup de main-d'œuvre, tout comme lors de la première phase de développement.

La part des produits manufacturés dans les exportations a continuellement progressé, atteignant 70 % des exportations totales à la fin des années soixante, ce qui contribua à une croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut de plus de 9,5 % entre 1960 et 1970.

Au cours des années soixante-dix l'économie intérieure fut orientée un peu différemment. Le gouvernement prôna le développement graduel des industries lourdes. Un processus d'intégration verticale, développa la production de biens intermédiaires, tandis que les infrastructures routières, navales et aériennes furent étendues ou modernisées.

12. Ventilation du Produit intérieur brut taïwanais



Source : DGBAS.

(11) Etude de C.Y. Lin citée par SPS Ho dans « The Economic Development of Taiwan 1860-1970 ».

Confronté actuellement à la concurrence des autres NPI et PVD de la région et au ralentissement de la demande mondiale dans les secteurs traditionnels de son économie, le gouvernement de Taïwan a décidé d'orienter les entreprises vers des industries à forte valeur ajoutée. En trente ans ce pays, peu doté de ressources énergétiques et de matières premières, est passé d'une économie à dominante agricole à une économie industrielle compétitive.

Les Pouvoirs publics ont façonné une économie qui repose principalement sur un tissu industriel de petites et moyennes entreprises...

Le système bancaire est placé sous le contrôle direct de l'Etat. La Banque centrale gère les réserves de change, régule la monnaie et le crédit et fait office d'agent fiscal du gouvernement. L'Etat a beaucoup utilisé et utilise toujours le système bancaire comme l'un des instruments de sa politique de développement, en distribuant ou non des crédits bonifiés.

Les Pouvoirs publics veulent se dégager des activités productives, tout en fixant les grands axes de la politique de croissance. Dès le début des années cinquante et jusque vers 1980, priorité fut donnée au développement des petites et moyennes entreprises, afin d'assurer à l'appareil de production le maximum de flexibilité et faciliter ainsi l'insertion de l'industrie manufacturière dans l'économie internationale. La taille réduite des entreprises⁽¹²⁾ et une politique de taux d'intérêt réels élevés à partir des années soixante ont considérablement freiné le recours à l'endettement pour financer le développement industriel. Seules les entreprises capables de s'adapter peuvent donc poursuivre leur activité. La contribution au produit intérieur brut des grands groupes publics, apparus pour la plupart pendant l'occupation japonaise, s'est considérablement réduite, passant de 50 % en 1952 à moins de 20 %. Ce mouvement a été amorcé lors de la réforme agraire, la privatisation de quatre grands groupes publics ayant servi à indemniser les propriétaires des terres distribuées aux paysans.

Les Pouvoirs publics conservent le contrôle direct des secteurs stratégiques (énergie, transports, télécommunications) et de certaines activités productives dont ils n'ont pas réussi à se débarrasser. La privatisation de la sidérurgie a échoué faute d'acquéreur. Les entrepreneurs taïwanais ont en effet une certaine aversion pour les grands investissements. Ils préfèrent généralement des opérations ouvrant des perspectives de profit plus immédiates, dans le cadre de PME.

... comportant des investissements étrangers, mais sans endettement extérieur

Depuis le début du siècle les partenaires étrangers ont eu un rôle important dans le développement de l'économie taïwanaise. Le Japon,

(12) En 1971 après une décennie de promotion des exportations les 2/3 des entreprises dans le secteur manufacturier employaient moins de 10 personnes et 1/4 de 10 à 30 personnes. Sur 45 315 entreprises recensées, 321 (moins de 1 %) comptaient plus de 500 travailleurs.

puis les Etats-Unis ont contribué à la phase initiale du décollage industriel. Les Pouvoirs publics ont toujours été favorables aux investissements directs étrangers. Le gouvernement a instauré, à partir du milieu des années soixante, des statuts particuliers dans trois zones spécialement aménagées pour des firmes dont l'activité ne concurrençait pas des industries locales et dont la production était principalement destinée à l'exportation. En décembre 1980 l'Etat a ouvert le parc industriel et scientifique de Hsinchu, comptant sur des apports étrangers pour développer les techniques et services à forte valeur ajoutée. Le tableau 15 met en évidence la prépondérance des Etats-Unis et du Japon dans le total des investissements réalisés depuis 1952.

15. Investissements privés étrangers approuvés ⁽¹³⁾ à Taiwan
(y compris Chinois d'outre-mer) ⁽¹⁾

Stock fin 1983

	Nombre		Montant	
	Total	% du total	Total en millions de \$	% du total
Monde	3 123	100	3 898	100
Non chinois	1 517	49	2 806	72
dont USA	422	14 (28) ⁽²⁾	1 152	30 (41)
Japon	840	27 (55)	871	22 (31)
Europe	88	3 (6)	341	9 (12)
Autres	167	5 (11)	441	11 (16)

Source : CEPD.

(1) Principalement les Chinois installés à Hong Kong, mais également en Malaisie et à Singapour.

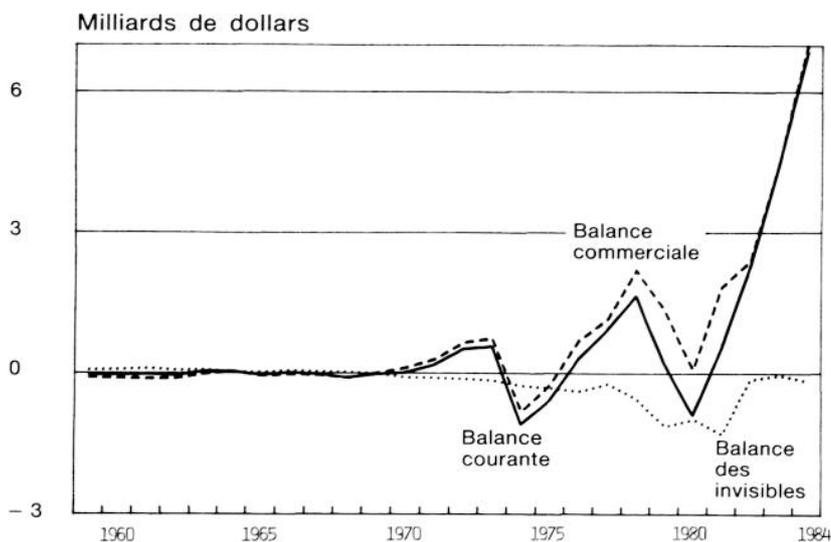
(2) Les chiffres entre parenthèses indiquent le poids du pays dans les investissements privés étrangers, Chinois d'outre-mer exclus.

La politique incitative que pratique Taïwan envers l'étranger permet chaque année d'attirer de nouveaux investissements, qui se sont accrus ces dernières années. Leur flux annuel moyen, qui était inférieur à 200 millions de dollars américains pendant la décennie soixante-dix, s'est élevé à 400 millions de dollars en 1984 ; il devrait atteindre 600 millions de dollars en 1985. Non seulement ces investissements étrangers fournissent des capitaux, mais ils opèrent des transferts de technologies.

L'économie a ainsi bénéficié d'un apport extérieur considérable ; mais Taïwan est l'un des rares pays en développement qui ne connaisse aucun problème d'endettement. Les engagements publics extérieurs totaux, qui se montent à moins de 7 milliards de dollars, sont largement couverts par les réserves de change qui oscillent autour de 18 milliards de dollars, soit près de dix mois d'importations. Le succès de la politique de promotion des activités orientées vers le marché

(13) Dossiers ayant reçu l'accord des Pouvoirs publics.

international et le niveau élevé de l'épargne intérieure ont permis de relayer l'aide américaine, en évitant tout recours aux marchés internationaux de capitaux. La balance des paiements courants dégage un excédent rapidement croissant au cours des dernières années. Taïwan se retrouve en position de créiteur structurel, ce que certains de ses partenaires économiques et notamment les Etats-Unis lui reprochent.



Source : DGBAS.

L'émergence d'une industrie en quête de maturité

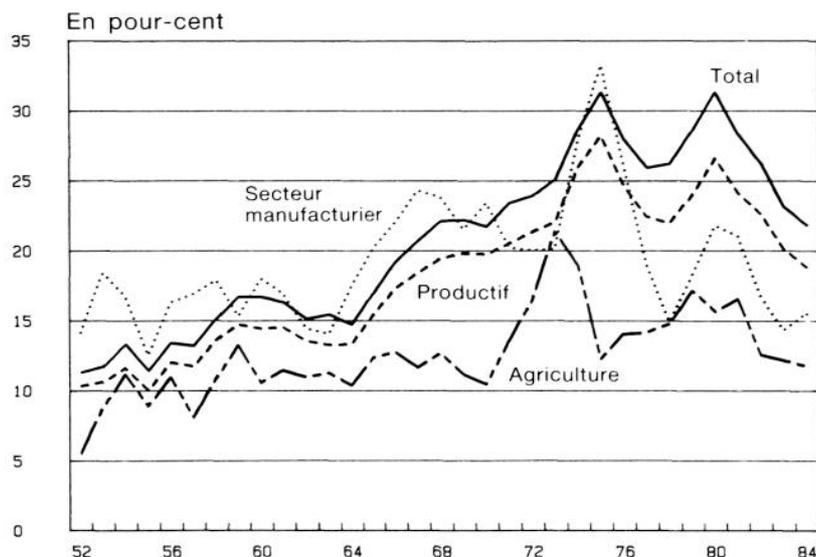
La forte augmentation de la part du produit national consacrée à l'investissement...

La croissance très rapide de l'industrie taïwanaise a résulté d'un effort d'investissement particulièrement important.

De 1952 à 1960, pendant la phase dite de substitution des importations, le taux d'investissement est passé de 11 à 17 %. Après une pause, consécutive à l'essoufflement du marché intérieur, il a continué à s'élever très rapidement pour atteindre 31 % en 1975, il ne retrouva ensuite ce niveau qu'en 1980. Depuis le début des années quatre-vingts la FBCF totale, mesurée à prix constant, a stagné, après avoir progressé en moyenne de plus de 10 % par an dans les décennies précédentes.

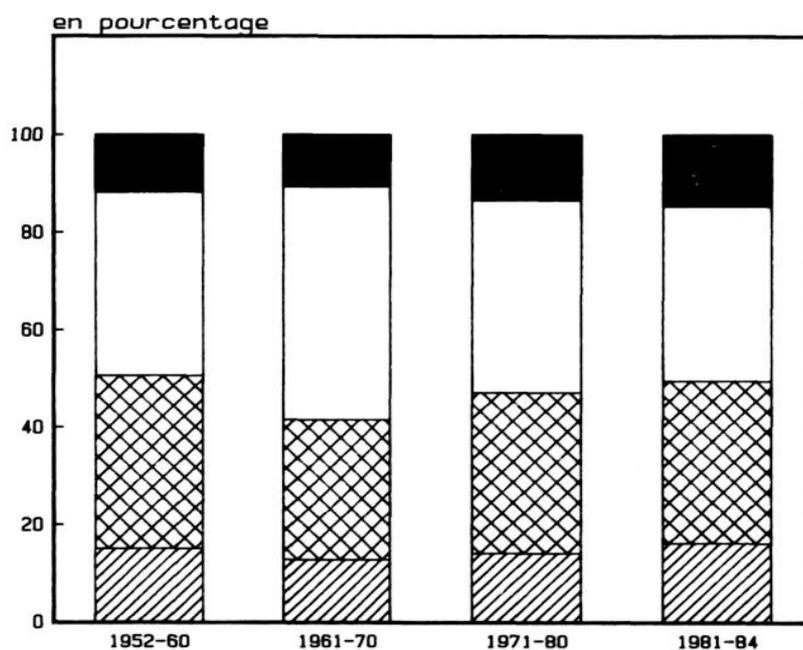
Jusque dans le milieu des années soixante-dix, c'est dans le secteur manufacturier que le taux d'investissement a été le plus élevé, notamment après le passage d'une économie principalement orientée vers le

marché intérieur à une économie en quête de débouchés extérieurs. Le taux d'investissement dans l'agriculture est resté élevé, supérieur à 10 %, voire à 15 % dans les années soixante-dix et le début des années quatre-vingts, en raison d'une mécanisation importante. Néanmoins les parts respectives de la FBCF et de la valeur ajoutée agricoles dans la FBCF et la valeur ajoutée totales ont considérablement diminué. La première s'est réduite de plus de 20 % au cours des années cinquante à moins de 5 au début des années 1980, la seconde de plus de 40 % à moins de 10.



14. Taux d'investissement à Taiwan

Source : DGBAS.



15. Composition de la formation brute de capital fixe par agent à Taiwan

Source : DGBAS.

La composition de la FBCF par agent et par bien s'est quelque peu modifiée. Le secteur privé en constitue toujours plus de la moitié ; mais la part des entreprises s'est réduite au profit des ménages, qui en réalisent actuellement près de 14 %. Comparée à la situation des

années soixante la part des entreprises privées a fléchi de 48 % à 37 % actuellement. L'accroissement corrélatif de la FBCF du secteur public, dont les 2/3 se situent dans les entreprises publiques, est principalement lié au développement de l'industrie lourde au milieu des années soixante-dix, puis aux programmes nucléaires et aux efforts réalisés pour les infrastructures et les transports.

Les investissements en machines et autres équipements (45 % des investissements réalisés) qui avaient connu le taux de croissance le plus rapide dans le passé — jusqu'à + 22 % en moyenne annuelle entre 1961 et 1970 — sont en 1984 en deça du niveau auxquels ils étaient, à prix constants, en 1981.

16. Taux de croissance et ventilation de la FBCF par type de biens à Taïwan

En pour-cent

	1952-1960		1961-1970		1971-1980		1981-1984	
	a	b	a	b	a	b	a	b
Logements	11,8	+ 11,2	10,7	+ 11,9	13,4	+ 12,2	13,9	- 1,8
Immeubles non résidentiels	20,6		19,1	+ 10,9	14,3	+ 14,3	16,1	- 1,7
Constructions	19,2		15,8	+ 11,1	17,7	+ 11,8	14,5	0,5
Équipements de transports	8,2	+ 11,0	12,9	+ 20,6	10,5	+ 10,2	10,6	+ 6,6
Machines et autres équipements	40,2	+ 12,3	41,5	+ 21,8	44,1	+ 12,0	44,9	- 0,1
Total	100	+ 11,4	100	+ 16,2	100	+ 12,3	100	0

Sources : DGBAS et CEPD.

a = part du bien dans la FBCF totale, à prix courant.

b = taux de croissance annuel moyen de la FBCF, à prix constant.

Taïwan étant relativement peu dotée en matières premières, l'effort d'investissement entrepris n'a pu être réalisé qu'en recourant aux marchés internationaux. Les Pouvoirs publics qui ont toujours contrôlé les importations, ont pénalisé celles de biens de consommation et encouragé celles de produits de base et d'équipements.

17. Ventilation des importations taïwanaises en valeur par produit

En pour-cent

	1952-1960	1961-1970	1971-1980	1981-1984
Biens d'investissement	19,5	28,4	28,1	24,5
Matières premières agricoles et industrielles	70	65,6	65,6	68,2
Biens de consommation	10,5	6,0	6,3	7,3

Sources : DGBAS et CEPD.

La progression de la quantité d'intrants utilisée n'a pas été le seul facteur de la croissance économique. L'économie a aussi tiré un parti plus efficace des ressources nationales ou importées. Les progrès réalisés dans la santé et l'éducation contribuèrent à améliorer la qualité de la force de travail. Les nouvelles technologies intégrées dans les biens d'équipements importés ont amélioré la productivité du stock de capital. Pour qu'il en soit ainsi les Pouvoirs publics ont créé des zones franches et favorisé leur développement. Les débuts y furent lents, mais aujourd'hui, Kaoshiung, Nantze et Taichung constituent une force de l'économie taïwanaise. Les incitations ont porté principalement sur des productions intégrant une forte valeur ajoutée et utilisant une technologie avancée. Près du tiers des investissements privés étrangers se sont dirigés vers la production d'équipements électriques. En sus des avantages fiscaux accordés, la qualité de la main-d'œuvre taïwanaise, comparée à elle d'autres PVD, et les conditions prévalant sur le marché du travail ont été décisifs pour attirer des investisseurs étrangers.

... un marché du travail dynamique et des salaires réels croissants, mais encore faibles...

Entre 1952 et 1985 la population active a plus que doublé passant de 3 à 7,5 millions de personnes, le taux de participation (force de travail rapportée à la population en âge de travailler, i.e les personnes de plus de 14 ans) étant actuellement proche de 60 %.

Au début des années cinquante le secteur non agricole fut dans l'incapacité d'absorber simultanément les personnes quittant le secteur rural, les jeunes et les migrants de Chine continentale arrivant sur le marché du travail. Mais par la suite l'industrie qui avait bénéficié dans un premier temps d'une main-d'œuvre abondante, a assuré un quasi plein emploi. Le marché du travail demeure néanmoins très flexible. En cas de ralentissement de l'activité, une partie de la population s'en retire, tandis qu'une autre se dirige vers les exploitations agricoles, souvent familiales. Malgré une baisse très nette de la part de l'agriculture dans le PIB, 18 % de la population active y travaille encore.

Le gouvernement surveille de très près le marché du travail. Les grèves sont interdites. Employeurs et employés doivent conclure des accords concernant les salaires et la durée du travail (entre 200 et 220 heures par mois dans les industries non agricoles). En cas de conflits, ils doivent se soumettre à l'arbitrage des Pouvoirs publics.

Pendant la phase de décollage industriel, le taux de chômage avoisinait 6 %. Lorsque la réorientation de la production vers les marchés extérieurs et le développement de l'activité économique eurent augmenté fortement l'emploi, le taux de chômage diminua. En 1984 il ne touchait que 2,5 % de la population active.

Dans la première phase de développement l'excès de main-d'œuvre a permis de limiter la croissance des salaires réels. A partir des années soixante la hausse des salaires réels devint plus rapide, tout en restant inférieure aux gains de productivité obtenus grâce à un matériel plus

performant, à l'introduction de nouveaux équipements et à une meilleure organisation du travail. Depuis le début des années soixante-dix les salaires réels ont, au contraire, eu tendance à progresser plus que les gains de productivité par tête.

18. *Variation annuelle moyenne de la production, de l'emploi et des salaires réels* ⁽¹⁾
dans le secteur manufacturier taiwanais (dans l'ensemble de l'économie)

En pour-cent

	1952-1960	1961-1970	1971-1980	1981-1984
Production	+ 11,7 (+ 7,6)	+ 17,7 (+ 9,9)	+ 13,3 (+ 9,2)	+ 9,2 (+ 7,3)
Emploi	+ 4,5 (+ 2,2)	+ 6,9 (+ 3,0)	+ 9,3 (+ 3,7)	+ 5,3 (+ 3,1)
Gains de productivité par tête	+ 6,8 (+ 5,3)	+ 10,1 (+ 6,7)	+ 3,7 (+ 5,3)	+ 3,7 (+ 4,1)
Salaires réels	+ 2,0 (Nd)	+ 5,3 (Nd)	+ 8,4 (Nd)	+ 7,5 (Nd)

Source : CEPD.

(1) Salaires nominaux rapportés aux prix à la consommation.

Au cours des années récentes la population féminine active s'est rapidement accrue ; le taux de participation des femmes reste néanmoins inférieur à celui des hommes : 42 % au lieu de 76 %. Des potentialités d'accroissement du nombre de salariés subsistent donc, d'autant plus que les grands écarts entre salaires masculins et féminins incitent les entrepreneurs à faire appel aux femmes. Ces écarts sont de près de 40 % pour les emplois les mieux rémunérés (administration, direction...) et la dispersion des salaires pour un même travail est beaucoup plus grande parmi les femmes que parmi les hommes.

Même si les salaires ont progressé rapidement, surtout à partir des années soixante-dix, ils demeurent très inférieurs à ceux des pays industrialisés pour des travaux non qualifiés comparables (tableau 19). Il existe un salaire minimum mensuel qui en 1983 a été relevé de 3 300 NT \$ à 5 700 NT \$, ce qui aux cours des changes n'équivalait qu'à environ 1 000 F par mois. Et près de 11 % de la population active étaient dit-on, employés à un salaire inférieur. Un ouvrier de tissage coûte mensuellement à une même société 4 000 F à Taïwan et environ 12 000 F en France, soit un rapport de 1 à 3 bien que le rapport des salaires versés ne soit que de 1 à 2.

... ont modifié profondément le tissu industriel et créé les conditions d'une croissance économique rapide

Mesuré à prix constant le PIB a presque été multiplié par 15 entre 1952 et 1984. C'est dans les années soixante et soixante-dix qu'il progressa le plus vite (plus de 9 % en moyenne annuelle). Il y eut un très net ralentissement de la croissance en 1982 (+ 2,8). Néanmoins le PIB s'est accru de près de 7 % par an, de 1981 à 1984, et en 1984 le taux de croissance a atteint 10,3 %.

19. Comparaison des salaires m

	Taiwan		Japon		Corée		RFA		France		Etats-Unis		Mexique	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
1975	90	387	552	2 366	79	339	629	2 696	381	1 632	763	3 270	273	1 170
1976	106	508	619	2 958	107	511	664	3 173	378	1 806	837	4 000	278	1 329
1977	128	629	748	3 675	143	703	769	3 779	415	2 040	916	4 501	297	1 459
1978	150	679	1 020	4 603	192	867	938	4 233	506	2 285	997	4 500	339	1 530
1979	182	774	1 040	4 425	247	1 051	1 096	4 663	604	2 568	1 077	4 582	396	1 685
1980	223	941	1 079	4 559	241	1 018	1 183	5 000	696	2 942	1 154	4 876	478	2 020
1981	252	1 370	1 178	6 402	259	1 408	1 002	5 445	615	3 340	1 272	6 910	587	3 190
1982	262	1 723	1 082	7 111	276	1 814	977	6 421	573	3 768	1 321	8 682	332	2 182
1983	276	2 105	1 175	8 955	292	2 225	965	7 355	545	4 150	1 416	10 792	236	1 799
1984	325	2 843	1 229	10 740	304	2 657	897	7 839	511	4 468	1 495	13 065	266	2 325

Sources : DGBAS et Bulletins mensuels de statistiques des Nations-Unies.

(1) En dollars américains courants.

(2) En francs français courants.

Cette progression rapide a été rendue possible par un changement radical de la nature des productions. Le tableau 20 montre l'évolution de la part de chacun des secteurs de l'économie dans le produit intérieur brut.

20. *Produit intérieur brut à prix courants ventilé par secteur à Taiwan*

En pour-cent

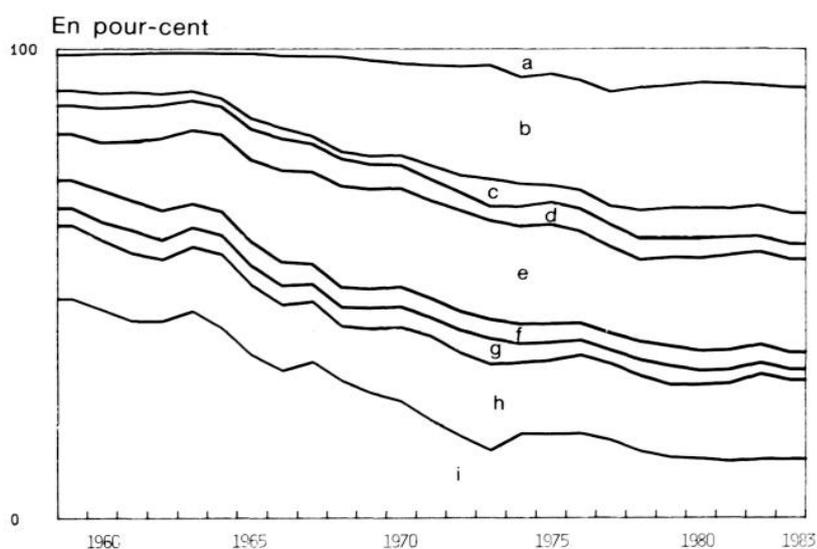
	1952-1960	1961-1970	1971-1980	1981-1984
Agriculture	27,4	20,4	10,2	7,3
Mines	2,3	1,7	1,1	0,7
Manufactures	20,0	28,9	40,5	40,3
Construction	4,2	4,0	5,7	5,0
Electricité, gaz, eau et services sanitaires	1,3	2,2	2,5	3,7
Transports, stockage et communications	4,5	5,6	6,0	6,0
Commerce	17,1	15,6	13,1	13,7
Autres services	23,2	21,6	20,9	23,3

Source : DGBAS.

La valeur ajoutée provenant de l'agriculture et des services a diminué au profit de l'ensemble de l'industrie, à l'exception du secteur minier. Le secteur manufacturier a connu la croissance la plus forte, sa part ayant doublé, pour atteindre 40 % du produit intérieur brut. A l'intérieur même de ce secteur la contribution de chaque grand groupe de produits s'est profondément modifiée.

Dans les années cinquante la fabrication de produits alimentaires, s'appuyant sur le secteur agricole, répondant à la demande intérieure et principal fournisseur d'exportations, prédomina. Il fournissait encore près de 45 % de la valeur ajoutée totale en 1960. Son poids relatif s'est ensuite beaucoup réduit, face à la croissance rapide de l'industrie chimique et plus encore de celle des machines et équipements. Tandis que jusque vers 1970 l'augmentation de la part de ce dernier secteur, élargie de 8 % en 1959 à 27 % en 1983 a été due surtout à un accroissement des quantités produites, plus rapide que dans le reste de l'industrie manufacturière, elle résulta ensuite d'une réorientation vers des activités à plus forte valeur ajoutée. C'est la diversification des activités du textile — passage des fibres naturelles aux fibres synthétiques... — qui lui a permis de reconquérir sa part de début de période et même de la dépasser quelque peu.

Les industries métallurgiques de base, la sidérurgie notamment, se sont développées au cours des années soixante-dix par la volonté des Pouvoirs publics. L'industrie pétrochimique, qui dès les années soixante avait acquis une grande importance, a été gravement affectée depuis 1975 par la recession mondiale et l'émergence de nouveaux concurrents.



16. Décomposition de la valeur ajoutée manufacturière à Taïwan

Source : DGBAS.

- a. Autres industries manufacturières.
- b. Fabrication d'ouvrages en métaux, de machines et de matériel.
- c. Industrie métallurgique de base.
- d. Fabrication de produits minéraux non métalliques, à l'exclusion des dérivés du pétrole et du charbon.
- e. Industrie chimique et fabrication de produits chimiques, de dérivés du pétrole et du charbon, et d'ouvrages en caoutchouc et en matière plastique.
- f. Fabrication de papier et d'articles en papier ; imprimerie et édition.
- g. Industrie du bois et fabrication d'ouvrages en bois, y compris les meubles.
- h. Industries des textiles, de l'habillement et du cuir.
- i. Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac.

En orientant l'industrie taïwanaise vers des industries de haute technologie plutôt qu'à forte intensité de travail, le gouvernement de Taïwan a voulu contourner les obstacles que rencontre l'exportation de produits manufacturés traditionnels et aussi, grâce aux salaires plus élevés que de hautes valeurs ajoutées autorisent, prolonger la croissance de la demande intérieure.

L'élévation du niveau de vie et la réduction des inégalités ont stimulé la demande intérieure...

La croissance très rapide du revenu national s'est accompagnée d'une progression plus lente de la population. Ainsi le revenu par tête, mesuré à prix constant, a été multiplié par 5,5 depuis 1952 ; c'est dire qu'il s'est accru en moyenne de 5,6 % par an. Sa progression a été continue, sauf en 1974. La part de la rémunération des salariés a fortement augmenté, de 40 % vers 1950 à 50 % en 1970 et près de 65 % en 1984. La croissance économique a bénéficié à tous les groupes de la population, mais davantage à ceux dont les revenus étaient les plus faibles. Le gouvernement a attaché une grande importance à une politique de réduction des inégalités, notamment par une nouvelle répartition des terres après la seconde guerre mondiale, par l'orientation de la politique de développement et par sa politique fiscale.

**21. Distribution du revenu personnel des ménages taiwanais
ventilé en 5 groupes de taille équivalente**

	1964		1970		1980	
	Groupe	Cumul	Groupe	Cumul	Groupe	Cumul
1 ^{er} quintile	7,7	7,7	8,4	8,4	8,8	8,8
2 ^e quintile	12,1	19,8	13,3	21,7	13,9	22,7
3 ^e quintile	17,0	36,8	17,1	38,8	17,7	40,4
4 ^e quintile	22,0	58,8	22,5	61,3	22,8	63,2
5 ^e quintile	41,2	100,0	38,7	100,0	36,8	100,0
$\frac{5^e \text{ quintile}}{1^e \text{ quintile}}$	5,4	—	4,6	—	4,2	—

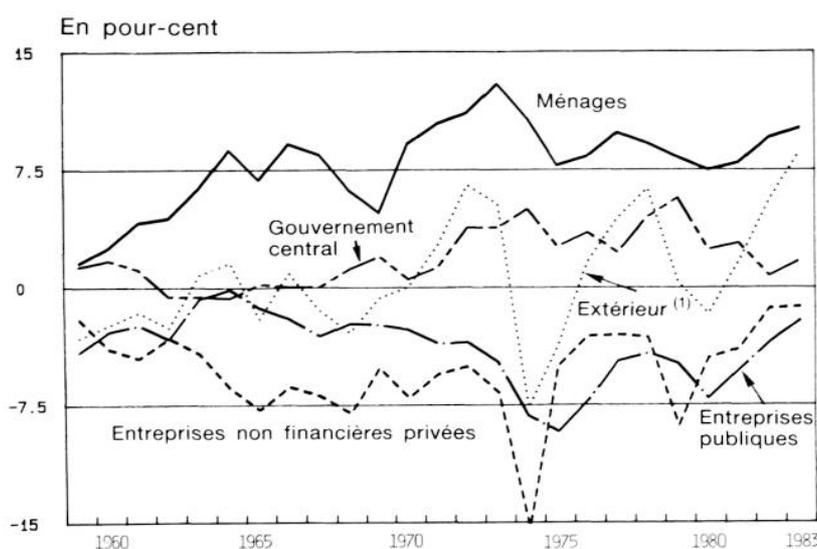
Source : DGBAS.

L'accroissement rapide de la consommation intérieure privée a stimulé l'activité interne, car le gouvernement a toujours imposé des contraintes aux importations de biens de consommation, privilégiant ainsi la production domestique.

Par ailleurs les dépenses de consommation se modifièrent en raison de l'augmentation des revenus ; le mode de vie s'éloigna de celui des pays pauvres. La part consacrée à l'alimentation, boissons et tabac s'est réduite de plus de 60 % en 1952 à moins de 40 % en 1984, les dépenses d'habitations, de loisirs et d'éducation s'accroissant.

... et facilité un financement interne de la croissance

Au fur et à mesure que le revenu disponible augmenta, la propension marginale à consommer des ménages diminua, comme aussi la part de la consommation dans les dépenses nationales. Depuis les années soixante le ralentissement de l'inflation éleva, malgré la baisse des taux d'intérêt nominaux, la rémunération réelle des dépôts. Jusque vers 1960 les Pouvoirs publics pratiquèrent une politique de taux d'intérêt faibles, ce qui avait découragé l'épargne bancaire au profit de placements plus hasardeux au sein d'un marché monétaire parallèle. Cela pénalisait les entreprises. La faillite d'une grande entreprise ayant fait largement appel au marché parallèle et le fait que pendant la décennie soixante le taux d'intérêt réel sur les dépôts à plus d'un an oscilla entre 7 et 10 % permirent d'attirer une plus grande partie de l'épargne vers les réseaux de collecte officiels, tout en augmentant le volume de l'épargne. Deux autres facteurs expliquent aussi cette augmentation. Le besoin de logement a été fortement ressenti, si bien que les Taiwanais, désireux d'accéder à la propriété, ont dû épargner. D'autre part la volonté d'assurer une éducation de haut niveau à leurs enfants les incite en raison de la supériorité de l'enseignement donné dans les pays anciennement industrialisés, à constituer une épargne pour financer plus tard leur séjour à l'étranger.



17. Equilibre financier des agents à Taiwan

Source : DGBAS.

(1) Pour l'Extérieur, un signe négatif signifie que Taïwan est emprunteur.

La situation des entreprises privées, qui s'était sensiblement dégradée jusqu'à la fin des années soixante, s'est améliorée, si bien que, sauf pendant les années perturbées par les deux chocs pétroliers, leur besoin de financement s'est réduit. En 1982 et 1983 il était inférieur à 1,5 % du produit intérieur brut.

La situation financière des entreprises publiques a malheureusement évolué à l'opposé de celle des entreprises privées, car le développement depuis 1975 de l'industrie lourde, principalement assuré par des entreprises publiques, a engendré de grands besoins de financement.

Une politique budgétaire prudente et une augmentation rapide des recettes ont mis fin aux profonds déficits qui résultaient des dépenses militaires. A tout ralentissement de l'activité économique, qui réduit d'autant plus les recettes que les impôts indirects en fournissent les 2/3 et les droits de douane près du quart, répond désormais immédiatement une diminution des dépenses.

Depuis vingt ans l'économie taïwanaise a dégagé une capacité globale de financement qui lui a permis d'éviter l'écueil d'un endettement international excessif.

Les défis de la fin de la décennie quatre-vingts

Les Pouvoirs publics ont récemment révisé plusieurs fois en baisse leurs prévisions, sans qu'on puisse pour autant parler de crise, puisque le PIB devrait avoir progressé d'un peu plus de 5 % en 1985. S'agit-il du simple ralentissement d'une période transitoire de réorientation, comme il advint vers 1960, ou d'un essouffement durable ?

La réorientation du tissu industriel vers les secteurs à plus haute technicité demeurera l'objectif principal des Pouvoirs publics...

Taiwan doit faire face à une concurrence grandissante des autres pays en voie de développement. Dans les secteurs traditionnels les coûts de la main-d'œuvre se sont élevés à des niveaux supérieurs à ceux d'autres pays du continent asiatique, tels que la Chine, l'Inde, la Thaïlande et la Malaisie. L'industrie lourde est confrontée au ralentissement de la demande mondiale et à la concurrence du Japon et de la Corée. C'est pourquoi les Pouvoirs publics ont décidé dès 1980 d'accélérer la réorientation du tissu industriel vers deux secteurs stratégiques : les machines électriques ou électroniques et la transmission de l'information.

Dans le premier cas l'objectif est de transformer une industrie axée sur les productions grands publics, qui est depuis 1984 la première des industries exportatrices de Taiwan, en un secteur de pointe produisant des biens de consommations sophistiqués et surtout des biens d'équipement à usages professionnels. L'Etat subventionne directement certaines recherches et 75 millions de dollars US seront par exemple consacrés à la conception et au développement de l'automatisation industrielle ainsi qu'à l'intégration des industries mécaniques et électroniques. Plus généralement le fonds de développement gouvernemental participera aux projets d'investissements dans les industries de pointe. Des résultats encourageants ont d'ores et déjà été enregistrés notamment dans le cadre des recherches effectués par les « Mechanical Industry Research Laboratories ». Ils viennent successivement de mettre au point des machines à commandes numériques, que souhaite commercialiser la firme américaine de machines-outils Gleason Machine Works, et un système de conception assistée par ordinateur, qui sera offert à un prix deux fois moins élevé que celui des équivalents étrangers.

Pour l'industrie de l'information l'association d'intérêts taiwanais et étrangers reste l'élément moteur. Par exemple un accord est intervenu entre Prince Electronic Industry et l'entreprise canadienne Channel 2001 Communication pour la construction de systèmes de réception de données transmises par satellite. De même dans le cadre du plan de modernisation des télécommunications qui vient d'être approuvé, la firme américaine GTE, qui possède à Taiwan une filiale de production, projette de coopérer avec l'Industrial Technology Research Institute.

Le parc industriel et scientifique de Hsinchu, ouvert en décembre 1980, a été spécialement conçu pour accueillir les industries étrangères qui permettront de développer les techniques et services à forte valeur ajoutée. Actuellement près de 60 % des projets le sont dans les secteurs de l'électronique, de l'informatique, des instruments de précision et les services liés à ces activités.

Le gouvernement poursuivra aussi les efforts entrepris depuis plusieurs années afin de développer une industrie automobile locale. L'objectif est de produire des véhicules à faible consommation énergétique et peu polluants. Une fois de plus la coopération avec les firmes

étrangères est pour cela vivement souhaitée, tout comme la diversification des partenaires. L'accord signé en 1981 avec Renault permet de briser le duopole américano-japonais, sans que pour autant l'industrie automobile de ces pays cesse d'être présente.

Ces priorités s'intègrent dans un plan de développement plus vaste, dont l'objet est d'améliorer la productivité par une meilleure utilisation des facteurs de production et d'augmenter l'activité dans les secteurs à forte valeur ajoutée. Il est aussi de réduire la consommation d'énergie et de moderniser les industries traditionnelles par l'automatisation, d'avoir une meilleure gestion des échanges, et d'améliorer la formation des hommes.

.. mais se heurtera aux structures mêmes qui firent la force de l'économie taïwanaise

Si la petite taille des entreprises manufacturières est un atout considérable pour la flexibilité, elle devient un obstacle lorsqu'il s'agit de s'orienter vers des productions ayant une plus haute technicité, et vers de vastes dépenses en recherche et développement. Afin d'encourager les regroupements les Pouvoirs publics proposent un dégrèvement de 15 % de l'impôt sur les sociétés pendant les deux exercices suivant la fusion. La mentalité des entrepreneurs, peu enclins à de gros investissements, qui avait été l'une des forces de l'industrie, pourrait devenir un écueil à la croissance. La fragilité d'un système financier où se superposent instruments archaïques et techniques sophistiquées sera sans nul doute un handicap s'il demeure incapable de suppléer aux ressources trop limitées des entreprises. Un marché de l'argent parallèle, alimenté par l'épargne privée s'est développé, avec l'accord tacite des Pouvoirs publics, la Banque centrale publiant même les taux qui y sont pratiqués, deux fois plus élevés que ceux prévalant sur le marché officiel. Cela fragilise le système et risque de conduire à des scandales financiers ébranlant la confiance, aussi bien interne qu'externe. Déjà celui de la Cathay, au début de 1985, qui a provoqué la démission du ministre de l'Economie, en même temps qu'une ruée sur les retraits, en est un exemple.

Les projections effectuées sur la base de la pyramide des âges de 1985 permettent d'affirmer que le marché du travail ne sera pas, d'ici la fin de la décennie, destabilisé par l'arrivée d'une nouvelle génération. L'augmentation du taux de participation de la main-d'œuvre féminine, si elle se poursuivait, ne le perturberait guère grâce au rôle d'ajustement joué par le secteur primaire. Toutefois en 1985 le taux de chômage s'est sensiblement accru, touchant près de 3,5 % de la population active. Le niveau atteint au mois d'août, 4,1 % est le plus élevé depuis vingt ans.

Les problèmes les plus sérieux concernent la qualification de la main-d'œuvre, eu égard aux orientations de la politique industrielle. Des efforts particulièrement importants ont certes été réalisés afin d'améliorer l'éducation, mais l'enseignement dispensé aux Etats-Unis, au Japon ou en Europe, parce que de meilleure qualité, attire toujours un grand nombre d'étudiants, dont le taux de retour au pays est particulièrement

faible, estimé à 15-20 %. Le gouvernement compte sur les investissements étrangers pour familiariser ses employés et ses entrepreneurs aux techniques nouvelles. Mais cela sera-t-il suffisant pour relever tous les défis de la deuxième moitié des années quatre-vingts ? Taïwan escompte toujours une demande internationale vigoureuse afin d'exporter ses produits et connaître une croissance de l'activité économique rapide. Mais des obstacles sont à surmonter, consistant notamment dans sa mauvaise image de marque à l'étranger, due à la qualité de ses produits et ses pratiques de la contrefaçon.

Le cas de l'industrie automobile synthétise bien les problèmes que les Pouvoirs publics rencontrent. Il y a six entreprises pour un marché de 19 millions de personnes, bien trop étroit pour permettre des économies d'échelle. Toutes comptent donc se tourner vers les marchés extérieurs, or elles devront concurrencer non seulement la production des pays industriels mais aussi celle de la Corée, qui dispose d'un plus grand marché intérieur et d'une meilleure image de marque. Les pays industriels, notamment les Etats-Unis, qui ont déjà fait l'expérience de la pénétration des NPI, ne semblent pas disposés à voir se dégrader trop rapidement leurs positions dans ce secteur sensible de leur économie.

Malgré un essouffement de la demande internationale, les exportations demeureront la force principale de l'économie

Taïwan rencontre depuis le début de 1985 des problèmes qui pourraient durer, voire s'amplifier dans les prochains semestres. Le déficit bilatéral américain vis-à-vis de Taïwan, qui s'est considérablement accru ces dernières années, a atteint plus de 11 milliards de dollars en 1984. Déséquilibre qui tient à la persistance d'une forte protection du marché intérieur par l'intermédiaire de taxes et de droits de douanes prohibitifs. Les Etats-Unis ont absorbé près de 50 % des exportations taïwanaises l'année dernière. La proposition de loi Jenkins suscite de vives inquiétudes. Ce texte, d'ores et déjà approuvé par le Congrès américain provoquerait, s'il obtenait l'aval du président Reagan, une baisse de plus 40 % du quota alloué à Taïwan se traduisant par une contraction des recettes d'exportations de l'ordre de 1 milliard de dollar US. Le gouvernement a pris l'engagement de ramener le taux moyen des droits de douanes, de 30 % actuellement à 20 % en 1990. Mais l'effet sera marginal étant donnée l'importance des taxes intérieures sur les marchandises qui frappent des produits qui sont étrangers. Elles atteignent parfois 120 % de la valeur dédouanée.

Le gouvernement de Taïwan souhaite tourner son commerce extérieur davantage vers l'Europe, dont la part dans le commerce total de Taïwan a diminué depuis le début des années soixante-dix, de 15 à 11 %, et vers la Chine continentale, dont l'ouverture vers l'extérieur est une opportunité que les industriels taïwanais se sont empressés de saisir. Compte tenu de la nature des liens qui régissent les relations entre le Japon ou les Etats-Unis et Taïwan, la part des pays européens ne pourra croître qu'assez peu tant que le commerce intra-firmes des multinationales japonaises et américaines implantées sur place demeurera aussi important. Les importations en provenance de la RFA ou de

la France ont, ces dernières années, représenté au mieux respectivement 4 et 1,7 % des commandes totales adressées à l'étranger. Et il n'y a guère de raison pour que les pays européens assouplissent les contraintes qui pèsent sur les exportations d'un pays dont l'accès leur est sérieusement limité.

L'attitude nouvelle du gouvernement taïwanais à l'égard des échanges avec la République populaire de Chine montre l'importance qu'il y attache, malgré la virulence avec laquelle il dénonce le régime de Pékin. Au début de 1985 les Pouvoirs publics taïwanais avaient mis en garde leurs industriels contre les dangers que représentait un marché aux retournements imprévisibles. Ils avaient pris des mesures énergiques, allant jusqu'à l'emprisonnement des contrebandiers, afin de limiter des exportations qui répondent essentiellement, dans ce cas précis, à une demande de produits peu élaborés risquant de ralentir les efforts de modernisation entrepris dans l'économie. En novembre 1985, en tolérant et en reconnaissant officiellement le commerce indirect avec la Chine continentale, les Pouvoirs publics ont pris acte d'un phénomène qui s'est constamment amplifié depuis la politique d'ouverture entamée par leur voisin en 1979. Les statistiques officielles indiquaient pour le premier semestre 1985 une progression de près de 50 % des exportations à destination de Hong Kong, pendant que l'activité de réexportation de la colonie britannique vers la Chine continentale se développait à un rythme encore plus rapide. Des sanctions sévères restent néanmoins prévues à l'encontre des industriels qui commerceraient directement avec le régime de Pékin.

Ainsi l'exportation, principal moteur de l'expansion taïwanaise, risque au cours des prochaines années d'être moins prometteuse. Certes Taïwan continuera à trouver dans la demande mondiale des débouchés qu'elle n'a pas sur un marché intérieur trop étroit. Mais l'euphorie des années 1983-1984 ne se retrouvera pas. Les autorités taïwanaises devront s'en accommoder, car elles possèdent un pouvoir de négociation très limité face à leurs deux principaux partenaires, et elles ne prendront pas le risque d'affronter les Etats-Unis et le Japon alors qu'elles comptent beaucoup sur les transferts de technologie en provenance de ces deux pays qui y réalisent près de 50 % des investissements étrangers.

Taiwan connaîtra une croissance à la mesure de celle de son marché intérieur, plus modérée

Depuis 1980 la consommation privée progresse à un rythme annuel inférieur à celui qui a prévalu dans les décennies précédentes, de l'ordre de 3 à 5 % en termes réels, contre 8 à 9 %. Une certaine saturation dans le domaine de l'équipement des ménages et une forte propension à épargner sont les principaux facteurs explicatifs de ce ralentissement. A la fin de 1984 près de 90 % des ménages possédaient une télévision couleur, plus de 95 % un réfrigérateur, 75 % une machine à laver et un téléphone... Il est vrai que l'importance de ces chiffres tient en partie à la taille des ménages, qui comprennent en moyenne de 5 à 6 personnes. Mais même si certains changements sont actuellement perceptibles, l'éclatement de la cellule familiale sera progressif et se

poursuivra lentement, bien au-delà de la fin de la décennie actuelle. La consommation continuant de croître modérément, ne constituera ni un frein, ni une composante dynamique de l'activité économique.

La FBCF, mesurée à prix constant, qui s'était contractée en 1982 et 1983, puis accrue en 1984 s'est à nouveau réduite en 1985, traduisant ainsi le climat de morosité régnant actuellement parmi les entrepreneurs taiwanais. La FBCF privée ne devrait progresser que modérément aux cours des prochains semestres, les industriels locaux subissant les contrecoups du ralentissement simultané de la consommation intérieure et de la demande internationale. Par la suite des dépenses d'investissements s'accroîtront dans les secteurs prioritaires désignés par les Pouvoirs publics, les entrepreneurs profitant alors des nombreux avantages qui leur sont d'ores et déjà proposés : exonération de l'impôt sur les sociétés ou régime d'amortissement accéléré pour les entreprises nouvelles ou augmentant leur capital, comptabilisation des dépenses de recherche et de développement dans les charges d'exploitation, diminution du taux de l'impôt sur les sociétés pour toutes les entreprises à vocation technologique. L'investissement en construction ne progressera que faiblement en raison d'un grand nombre de logements vides attendant des propriétaires éventuels, et du coût de la construction qui est inférieur aux taxes encourues pour la détention d'un terrain constructible inutilisé.

Le gouvernement avait présenté quatorze grands projets qui pouvaient laisser espérer une forte croissance de la demande publique, dont les effets bénéfiques auraient pu se diffuser dans l'ensemble de l'économie. Ces réalisations, initialement prévues d'ici la fin de la décennie, concernent l'énergie (centrales thermiques, hydrauliques et nucléaires), les communications (métro de Taipei, extension des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires) et certains secteurs de l'industrie lourde (China Steel). Ces projets ne sont pas abandonnés, mais certains ont déjà été repoussés à une date ultérieure. Même si les Pouvoirs publics assouplissent la politique budgétaire, il ne recourront pas massivement à l'endettement. L'annonce d'un déficit budgétaire de l'ordre de 21 milliards NT \$ en 1985 risque de conduire à une contraction des dépenses dès l'année 1986. Certains projets pourraient toutefois être financés au moyen des réserves de changes, qui ont encore augmenté de 2 milliards de dollars US au cours des dix premiers mois de 1985, ce qui stimulerait l'économie tout en réduisant des liquidités excessives ⁽¹⁶⁾.

Les premiers signes de ralentissement enregistrés en 1985 résultent à la fois d'une moindre croissance américaine, et de la transformation du tissu industriel, dont les effets sont comparables à ce que Taïwan a déjà connu. Cette transformation qui risque de se prolonger plus longtemps que dans le passé, se traduira par une diminution de l'excédent commercial. On peut penser que la progression du produit intérieur brut ne dépassera pas 4 % en 1986 et 2 % en 1987.

(16) L'augmentation rapide des réserves dans les contreparties de la masse monétaire n'est pas compensée au niveau interne.

Si par la suite Taïwan profitait d'une reprise de la demande internationale, une augmentation des recettes permettrait une politique budgétaire plus expansionniste. Cette double impulsion restaurerait la confiance des industriels taïwanais et pourrait permettre, malgré la concurrence coréenne, de retrouver un taux de croissance du produit intérieur brut supérieur à 7 %.

Références bibliographiques

Sources statistiques

Générales

- FMI Statistiques financières internationales
- OCDE Statistiques mensuelles du Commerce extérieur (Série A)

Corée du Sud

- Bank of Korea
 - Economic Statistics Yearbook
 - Financial System in Korea
 - Input-output Tables of Korea
 - Monthly Bulletin
 - Monthly Statistical Bulletin
 - National Income in Korea
 - Principal Economic Indicators
 - Quaterly Economic Review
- Economic Planning Board
 - Major Statistics of Korea Economy
- Federation of Korean Industries
 - Korean Economic Yearbook
- Government of the Republic of Korea
 - Fifth Five Year Economic and Social Development Plan
- Korea Development Institute
 - Main indicators of Korean Economy
 - Quaterly Economic Outlook

Taïwan

- Central Bank of China
 - Balance of Payments
 - Financial Statistics Monthly
- Council for Economic Planning and Development (CEPD)
 - Industry of Free China
 - Taïwan Statistical Data Book
- Directorate - General of Budget, Accounting and Statistics (DGBAS)
 - Monthly Bulletin of Statistics
 - National Conditions
 - Quaterly National Economic Trends
 - Statistical Yearbook of the Republic of China

Revues

Corée du Sud

- *Asian Perspective* « the Korean Economy : Past Performance and Future Prospects » Sakong Il, Hiver 1984.
- *Developing Economies* « Development Strategies of Japan and the Republic of Korea : A Comparative Study » T. Blumenthal and C.H. Lee, septembre 1985.
- *Korea Development Institute* « Korea's Stabilization Efforts Since the Late 1970's » Nam Sang-Woo, working paper n° 8 405, mars 1985.
- *World Financial Markets* « Korea : Adjustment Model for the 1980's ? » Morgan Guaranty Trust Company of New York, mars 1984.

Taïwan

- *Developing Economies* « the Pattern and Strategy of Industrialization in Taiwan : Specialization and Offsetting Policy » T.C. Chou, juin 1985.

Japon

- « Le Japon à l'âge mûr », *Observations et Diagnostics Economiques*, P. Sigogne et T. Schwob, n° 12, juillet 1985.

Livres

Corée du Sud

- Paul W. Kuznets « *Economic Growth and Structure in the Republic of Korea* », New Haven and London, Yale University Press 1977.
- « *Les succès de la République de Corée en matière d'exportations 1961-1982* », CNUCED-GATT, Genève 1984.

Taïwan

- J.C.H. Fei, G. Ranis et S.W.Y. Kuo « *Growth with Equity : the Taiwan Case* » world Bank Research, 1979.
- J.C.H. Fei, G. Ranis et S.W.Y. Kuo « *The Taiwan Success Story : Rapid Growth with Improved Distribution in the Republic of China 1952-1979* » westview Press, 1981.
- J.C. Hsiung « *The Taiwan Experience 1950-1980* » Praeger 1981.

Divers

- « *Two Decades of Asian Development and Outlook for the 1980's* » symposium tenu à l'Institut des économies en développement du 8 au 11 mars 1982, Institute of Developing Economies 1983.